Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 103 del 15 aprile 1982

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Giovedì, 15 aprile 1982 SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 20

LEGGE 14 aprile 1982, n. **159.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo internazionale del 1979 sulla gomma naturale, con allegati, adottato a Ginevra il 6 ottobre 1979.

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

LEGGE 14 aprile 1982, n. **159.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo internazionale del 1979 sulla gomma naturale, con allegati, adottato a Ginevra il 6 ottobre 1979.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo internazionale del 1979 sulla gomma naturale, con allegati, adottato a Ginevra il 6 ottobre 1979.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 61 dell'accordo stesso.

Art. 3.

All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire due miliardi per il 1982, si provvede mediante riduzione del fondo speciale di cui al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno stesso, all'uopo parzialmente utilizzando la voce «Finanziamento dei partiti politici».

Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Ventimiglia, addì 14 aprile 1982

PERTINI

SPADOLINI — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA

ACCORD
international de 1979 sur le caoutchouc naturel

PREAMBULE

Les parties contractantes,

rappelant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international (*),

reconnaissant en particulier l'importance des résolutions 93 (IV) et 124 (V) relatives au programme intégré pour les produits de base que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a adoptés à ses quatrième et cinquième sessions,

reconnaissant l'importance que le caoutchouc naturel présente pour l'économie des membres, plus spécialement pour les exportations dans le cas des membres exportateurs et pour l'approvisionnement dans celui des membres importateurs,

reconnaissant en outre que la stabilisation des cours du caoutchouc naturel servira les intérêts des producteurs, des consommateurs et des marchés du caoutchouc naturel, et qu'un accord international sur le caoutchouc naturel peut contribuer beaucoup à la croissance et au développement de l'industrie du caoutchouc naturel dans l'intérêt tant des producteurs que des consommateurs,

sont convenues de ce qui suit

CHAPITRE PREMIER - OBJECTIFS

Article premier

(Objectifs).

Les objectifs de l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel (ci-après dénommé « le présent Accord »), en vue d'atteindre les objectifs pertinents adoptés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement dans ses résolutions 93 (IV) et 124 (V) relatives au programme intégré pour les produits de base, sont, entre autres, les suivants:

a) Assurer une croissance équilibrée de l'offre et de la demande de caoutchouc naturel, contribuant ainsi à atténuer les graves difficultés que des excédents ou des pénuries de caoutchouc naturel pourraient créer;

b) Assurer la stabilité du commerce du caoutchouc naturel en évitant les fluctuations excessives des prix du caoutchouc naturel, qui nuisent aux intérêts à long terme à la fois des producteurs et des consommateurs, et en stabilisant ces prix sans fausser les tendances à long terme du marché, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs;

c) Aider à stabiliser les recettes que les membres exportateurs tirent de l'exportation du caoutchouc naturel, et accroître leurs recettes par une augmentation des quantités de caoutchouc naturel exportées à des prix équitables et rémunérateurs, contribuant ainsi à donner les encouragements nécessaires à un accroissement dynamique de la production et les ressources permettant une croissance économique et un progrès social accélérés;

d) Chercher à assurer des approvisionnements en caoutchouc naturel qui soient suffisants pour répondre, à des prix équitables et raisonnables, aux besoins des membres importateurs, et renforcer la sécurité et la régularité de ces approvisionnements;

e) Prendre les mesures possibles, en cas d'excédent ou de pénurie de caoutchouc naturel, pour atténuer les difficultés économiques que les membres pourraient rencontrer;

f) Chercher à accroître le commerce international du caoutchouc naturel et des produits transformés qui en sont dérivés, et à améliorer leur accès au marché;

g) Améliorer la compétitivité du caoutchouc naturel en encourageant la recherche-développement sur les problèmes de ce produit;

h) Encourager le développement effectif de l'économie du caoutchouc naturel en cherchant à faciliter et à promouvoir des améliorations dans le traitement, la commercialisation et la distribution du caoutchouc naturel à l'état brut;

i) Favoriser la coopération internationale et des consultations dans le domaine du caoutchouc naturel, au sujet des questions influant sur l'offre et la demande, et faciliter la promotion et la coordination des programmes de recherche, des programmes d'assistance et autres programmes concernant ce produit.

CHAPITRE II - DEFINITIONS

Article 2

(Définitions)

Aux fins du présent Accord

1) Par « caoutchouc naturel », il faut entendre l'élastomère non vulcanisé, sous forme solide ou liquide, provenant de l'*Hevea*

(*) Résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, du 1er mai 1974.

brasiliensis et de toute autre plante que le Conseil peut désigner aux fins du présent Accord;

2) Par « partie contractante », il faut entendre un gouvernement, ou un organisme intergouvernemental visé à l'article 5, qui a accepté d'être lié par le présent Accord à titre provisoire ou définitif;

3) Par « membre », il faut entendre une partie contractante définie a la rubrique 2) du présent article;

4) Par « membre exportateur », il faut entendre un membre qui exporte du caoutchouc naturel et qui s'est déclaré lui-même membre exportateur, sous réserve de l'assentiment du Conseil;

5) Par « membre importateur », il faut entendre un membre qui importe du caoutchouc naturel et qui s'est déclaré lui-même membre importateur, sous réserve de l'assentiment du Conseil;

6) Par « Organisation », il faut entendre l'Organisation internationale due caoutchouc naturel visée à l'article 3;

7) Par « Conseil », il faut entendre le Conseil international du caoutchouc naturel visé à l'article 6;

8) Par « vote spécial », il faut entendre un vote requérant les deux tiers au moins des suffrages axprimés par les membres exportateurs présents et votants et les deux tiers au moins des suffrages exprimés par les membres importateurs présents et votants, comptés séparément, à condition que ces suffrages soient exprimés par la moitié au moins des membres de chaque catégorie présents et votants;

9) Par « exportations de caoutchouc naturel », il faut entendre le caoutchouc naturel qui quitte le territoire douanier d'un membre, et par « importations de caoutchouc naturel », le caoutchouc naturel qui entre sur le territoire douanier d'un membre, étant entendu que, aux fins des présentes définitions, le territoire douanier d'un membre qui se compose de deux ou plusieurs territoires douaniers est réputé être constitué par ses territoires douaniers combinés;

10) Par « vote à la majorité simple répartie », il faut entendre un vote requérant plus de la moitié du total des suffrages exprimés par les membres exportateurs présents et votants et plus de la moitié du total des suffrages exprimés par les membres importateurs présents et votants, comptés séparément;

11) Par « monnaies librement utilisables », il faut entendre le deutsche mark, le dollar des Etats-Unies, le franc français, la livre sterling et le yen japonais;

12) Par « exercice », il faut entendre la période allant du 1er janvier au 31 décembre inclusivement;

13) Par « entrée en vigueur », il faut entendre la date à laquelle le présent Accord entre en vigueur à titre provisoire ou définitif, conformément à l'article 61;

14) Par « tonne », il faut entendre une tonne métrique, c'est-à-dire 1.000 kilogrammes;

15) Par « promesse de garantie gouvernementale », il faut entendre les obligations financières à l'égard du Conseil que les membres ont souscrites à titre de sûreté pour le financement du stock régulateur d'urgence et dont le Conseil peut demander l'exécution pour faire face à ses obligations financières conformément à l'article 28; les membres sont responsables uniquement à l'égard du Conseil, et ce à concurrence du montant de leur promesse de garantie;

16) Par « cent de Malaisie/Singapour », il faut entendre la moyenne du sen malaisien et du cent de Singapour aux taux de change du moment;

17) Par « contribution nette d'un membre pondérée par un coefficient temps », il faut entendre le montant net de ses contributions pondéré par le nombre d'années où il a été membre de l'Organisation

CHAPITRE III - ORGANISATION ET ADMINISTRATION

ARTICLE 3

(Création, siège et structure de l'Organisation internationale du caoutchouc naturel)

1. Il est créé une Organisation internationale du caoutchouc naturel chargée d'assurer la mise en oeuvre des dispositions du présent Accord et d'en superviser le fonctionnement

2 L'Organisation exerce ses fonctions par l'intermédiaire du Conseil international du caoutchouc naturel, de son Directeur exécutif et de son personnel, ainsi que des autres organes prévus dans le présent Accord.

3. A sa première session, le Conseil, par un vote spécial, décidera que l'Organisation a son siège à Kuala Lumpur ou à Londres

4 Le siège de l'Organisation doit toujours être situé sur le territoire d'un membre.

ARTICLE 4

(Membres de l'Organisation)

1 Il est institué deux catégories de membres, à savoir

a) les exportateurs, et;

b) les importateurs

2 Le Conseil fixe les conditions régissant le passage d'un membre d'une catégorie à l'autre telles que celles-ci sont définies au paragraphe 1 du présent article, compte dûment tenu des dispositions des articles 25 et 28. Un membre qui satisfait à ces conditions peut changer de catégorie, sous réserve que le Conseil donne son accord par un vote spécial

3 Chaque partie contractante constitue un seul membre de l'Organisation.

ARTICLE 5

(Participation d'organismes intergouvernementaux).

1. Toute mention d'un « Gouvernement » ou de « Gouvernements » dans le présent Accord est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne et pour tout organisme intergouvernemental ayant des responsabilités dans la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base. En conséquence, toute mention, dans le présent Accord, de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation, ou de la notification de l'application de l'Accord à titre provisoire, ou de l'adhésion est, dans le cas de ces organismes intergouvernementaux, réputée valoir aussi pour la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation, ou pour la notification de l'application de l'Accord à titre provisoire, ou pour l'adhésion, par ces organismes intergouvernementaux.

2. En cas de vote sur des questions relevant de leur compétence, lesdits organismes intergouvernementaux exercent leurs droits de vote avec un nombre de voix égal au nombre total de voix attribuées, conformément à l'article 15, à leurs Etats membres.

CHAPITRE IV - LE CONSEIL INTERNATIONAL DU CAOUTCHOUC NATUREL

ARTICLE 6

(Composition du Conseil international du caoutchouc naturel)

1. L'autorité suprême de l'Organisation est le Conseil international du caoutchouc naturel, qui se compose de tous les membres de l'Organisation.

2. Chaque membre est représenté au Conseil par un seul représentant et peut désigner des suppléants et des conseillers pour assister aux sessions du Conseil

3. Un suppléant est habilité à agir et à voter au nom du représentant en l'absence de celui-ci ou en des circonstances exceptionnelles.

ARTICLE 7

(Pouvoirs et fonctions du Conseil).

1. Le Conseil exerce tous les pouvoirs et s'acquitte, ou veille à l'accomplissement, de toutes les fonctions qui sont nécessaires à l'applications des dispositions du présent Accord

2. Le Conseil, par un vote spécial, adopte les règlements qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord et qui sont compatibles avec celles-ci. Ces règlements comprennent son règlement intérieur et celui des comités institués en application de l'article 19, les règles de gestion et de fonctionnement du stock régulateur, le règlement financier de l'Organisation et le statut du personnel. Le Conseil peut prévoir, dans son règlement intérieur, une procédure lui permettant de prendre, sans se réunir, des décisions sur des questions spécifiques.

3. Le Conseil tient les archives dont il a besoin pour s'acquitter des fonctions que le présent Accord lui confère

4 Le Conseil publie un rapport annuel sur les activités de l'Organisation et tous autres renseignements qu'il juge appropriés

ARTICLE 8

(Emprunt dans des circonstances exceptionnelles)

1. Le Conseil peut, par un vote spécial, emprunter auprès de sources commerciales pour le Compte du stock régulateur et/ou le Compte administratif afin de couvrir les déficits de l'un ou l'autre de ces comptes provoqués par des décalages entre des dépenses autorisées et le versement des contributions requises. Si l'emprunt est effectué à la suite d'un retard dans la perception d'une contribution d'un membre, les coûts financiers assumés par le Conseil au titre dudit emprunt sont mis à la charge du membre qui est en retard dans ses versements, indépendamment du versement intégral de sa contribution.

2 Tout membre peut, à son gré, choisir de verser directement une contribution en espèces au Compte approprié, en lieu et place d'un emprunt commercial contracté par le Conseil pour couvrir la part dudit membre dans les fonds requis

ARTICLE 9

(Délégation de pouvoirs)

1. Le Conseil peut, par un vote spécial, déléguer à tout comité institué en application de l'article 19 tout ou partie de ses pouvoirs dont l'exercice n'exige pas, en vertu des dispositions du présent

Accord, un vote spécial du Conseil Nonobstant cette délégation, le Conseil peut à tout moment examiner une question renvoyée à l'un de ses comités et prendre une décision à son sujet.

2 Le Conseil peut, par un vote spécial, révoquer toute délégation de pouvoirs à un comité.

ARTICLE 10

(Coopération avec d'autres organismes)

1. Le Conseil peut prendre toutes dispositions appropriées aux fins de consultation ou de coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses organes et ses institutions spécialisées, ainsi qu'avec d'autres organismes intergouvernementaux selon qu'il conviendra.

2 Le Conseil peut aussi prendre des dispositions en vue d'entretenir des contacts avec des organismes internationaux non gouvernementaux appropriés

ARTICLE 11

(Admission d'observateurs)

Le Conseil peut inviter tout gouvernement non membre, ou tout organisme visé a l'article 10, à assister en qualité d'observateur à l'une quelconque des séances du Conseil ou de l'un quelconque des comités institués en application de l'article 19

ARTICLE 12

(Président et Vice-Président)

1 Le Conseil élit, pour chaque année, un président et un vice-président.

2. Le Président et le Vice Président sont élus, l'un parmi les représentants des membres exportateurs, l'autre parmi ceux des membres importateurs La présidence et la vice-présidence sont attribuées à tour de rôle à chacune des deux catégories de membres pour une année, étant entendu toutefois que cette alternance n'empêche pas la réélection, dans des circonstances exceptionnelles, du Président ou du Vice-Président, ou de l'un et de l'autre, si le Conseil en décide ainsi par un vote spécial

3. En cas d'absence temporaire, le Président est remplacé par le Vice-Président. En cas d'absence temporaire simultanée du Président et du Vice-Président, ou en cas d'absence permanente de l'un ou de l'autre ou des deux, le Conseil peut élire de nouveaux titulaires de ces fonctions, temporaires ou permanentes, selon le cas, parmi les représentants des membres exportateurs et/ou parmi les représentants des membres importateurs, ainsi qu'il convient

4 Ni le Président, ni aucun autre membre du Bureau qui préside une réunion, n'a le droit de voter à ladite réunion Il peut toutefois donner pouvoir au représentant d'un autre membre appartenant à la même catégorie pour exercer les droits de vote du membre qu'il représente

ARTICLE 13

(Le Directeur exécutif, le Directeur du stock régulateur et les autres membres du personnel)

1 Le Conseil, par un vote spécial, nomme un directeur exécutif et un directeur du stock régulateur

2. Les conditions de nomination du Directeur exécutif et du Directeur du stock régulateur sont fixees par le Conseil.

3 Le Directeur exécutif est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation; il est responsable devant le Conseil de la gestion et du fonctionnement du présent Accord en conformité des décisions du Conseil

4 Le Directeur du stock régulateur est responsable devant le Directeur exécutif et le Conseil de l'execution des tâches qui lui incombent en vertu du présent Accord ainsi que de l'exécution de toute autre tâche que le Conseil peut lui confier. Le Directeur du stock régulateur est responsable de la gestion quotidienne du stock régulateur et tient le Directeur exécutif au courant des opérations générales du stock régulateur de sorte que le Directeur exécutif puisse s'assurer qu'il répond efficacement aux objectifs du présent Accord

5 Le personnel est nommé par le Directeur exécutif conformément aux règles fixées par le Conseil Il est responsable devant le Directeur exécutif.

6 Ni le Directeur exécutif, ni les autres membres du personnel, y compris le Directeur du stock régulateur, ne doivent avoir d'intérêt financier dans l'industrie ou le commerce du caoutchouc ni d'activités commerciales connexes

7. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur exécutif, le Directeur du stock régulateur et les autres membres du personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun membre ni d'aucune autorite extérieure au Conseil ou à l'un quelconque des comités institués en application de l'article 19. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables que devant le Conseil. Chaque membre de l'Organisation doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur exécutif, du Directeur du stock régulateur et des autres membres du personnel et ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

ARTICLE 14

(Sessions)

1. En règle générale, le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par semestre.

2 Outre les sessions qu'il tient dans les circonstances expressément prévues dans le présent Accord, le Conseil se réunit également en session extraordinaire s'il en décide ainsi ou s'il en est prié:

a) par le Président du Conseil;

b) par le Directeur exécutif;

c) par la majorité des membres exportateurs;

d) par la majorité des membres importateurs;

e) par un membre exportateur ou des membres exportateurs détenant au moins 200 voix; ou

f) par un membre importateur ou des membres importateurs détenant au moins 200 voix.

3. Les sessions se tiennent au siège de l'Organisation, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en decide autrement. Si, sur l'invitation d'un membre, le Conseil se réunit ailleurs qu'au siège de l'Organisation, ce membre prend à sa charge les frais supplémentaires qui en résultent pour le Conseil.

4. Le Directeur exécutif annonce les sessions aux membres et leur en communique l'ordre du jour au moins 30 jours à l'avance, sauf en cas d'urgence où le préavis sera d'au moins sept jours.

ARTICLE 15

(Répartition des voix).

1. Les membres exportateurs détiennent ensemble 1 000 voix et les membres importateurs détiennent ensemble 1.000 voix.

2 Chaque membre exportateur reçoit une voix initiale sur les 1 000 voix à répartir, étant entendu toutefois qu'un membre exportateur dont les exportations nettes sont inférieures à 10.000 tonnes par an ne reçoit pas de voix initiale. Le reste desdites voix est réparti entre les membres exportateurs suivant une proportion aussi voisine que possible du volume de leurs exportations nettes respectives de caoutchouc naturel pendant la période de cinq années civiles commençant six années civiles avant la répartition des voix, étant entendu toutefois que les exportations nettes de caoutchouc naturel de Singapour pendant cette période sont réputées représenter 13% de ses exportations totales pour ladite période.

3 Les voix des membres importateurs sont réparties entre eux proportionnellement à la moyenne de leurs importations nettes respectives de caoutchouc naturel pendant la période de trois années civiles commençant quatre années civiles avant la répartition des voix, étant entendu toutefois que chaque membre importateur reçoit une voix même si sa part proportionnelle d'importations nettes n'est pas par ailleurs assez forte pour le justifier.

4 Aux fins des paragraphes 2 et 3 du présent article, des paragraphes 2 et 3 de l'article 28 relatifs aux contributions des membres importateurs, et de l'article 39, le Conseil dresse, à sa première session, un tableau des exportations nettes des membres exportateurs et un tableau des importations nettes des membres importateurs, qui sont révisés chaque année conformément au présent article.

5. Il n'y pas de fractionnement de voix. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, toute fraction inférieure à 0,5 est arrondie au nombre entier inférieur et toute fraction égale ou supérieure à 0,5 est arrondie au nombre entier supérieur

6 Le Conseil répartit les voix pour chaque exercice au début de la première session de l'exercice conformément aux dispositions du présent article Cette répartition demeure en vigueur pour le reste de l'exercice, sous réserve des dispositions du paragraphe 7 du présent article.

7. Quand la composition de l'Organisation change ou quand le droit de vote d'un membre est suspendu ou rétabli en application d'une disposition du présent Accord, le Conseil procède à une nouvelle répartition des voix à l'intérieur de la ou des catégories de membres en cause, conformément aux dispositions du présent article.

8 Si, du fait de l'exclusion d'un membre en application de l'article 65, ou du retrait d'un membre en application de l'article 64 ou de l'article 63, la part du commerce totale détenue par les membres restant dans l'une ou l'autre catégorie se trouve ramenée à moins de 80%, le Conseil se réunit et se prononce sur les conditions, les modalités et l'avenir du présent Accord, y compris en particulier sur la nécessité de maintenir les opérations effectives du stock régulateur sans imposer une charge financière excessive aux membres restants.

ARTICLE 16

(Procédure de vote)

1. Chaque membre dispose, pour le vote, du nombre de voix qu'il détient au Conseil et il n'a pas la faculté de diviser ses voix

2 Par notification écrite adressée au Président du Conseil, tout membre exportateur peut autoriser tout autre membre exportateur, et tout membre importateur peut autoriser tout autre membre importateur, à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à toute session ou séance du Conseil.

3. Un membre autorisé par un autre membre à utiliser les voix que celui-ci détient utilise ces voix comme il y est autorisé.

4 En cas d'abstention, un membre est réputé ne pas avoir utilise ses voix

ARTICLE 17

(*Quorum*)

1. Le quorum exigé pour toute séance du Conseil est constitué par la présence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, sous réserve que les membres ainsi présents détiennent les deux tiers au moins du total des voix dans chacune des catégories

2. Si le quorum défini au paragraphe 1 du présent article n'est pas atteint le jour fixé pour la séance et le jour suivant, le quorum est constitué le troisième jour et les jours suivants par la présence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, à condition que ces membres détiennent la majorité du total des voix dans chacune des catégories.

3 Tout membre représenté conformément au paragraphe 2 de l'article 16 est considéré comme présent.

ARTICLE 18

(*Decisions*)

1 Le Conseil prend toutes ses décisions et fait toutes ses recommandation par un vote à la majorité simple répartie, sauf disposition contraire du présent Accord.

2. Quand un membre invoque les dispositions de l'article 16 et que ses voix sont utilisées à une séance du Conseil, ce membre est considéré, aux fins du paragraphe 1 du présent article, comme présent et votant.

ARTICLE 19

(*Institution de comités*)

1 Les comités suivants sont institués

a) Comité de l'administration;

b) Comité des opérations du stock régulateur;

c) Comité des statistiques; et

d) Comité des autres mesures

Le Conseil peut aussi instituer d'autres comités par un vote spécial

2 Chaque comité est responsable devant le Conseil. Le Conseil, par un vote spécial, fixe la composition et le mandat de chaque comité.

ARTICLE 20

(*Groupe d'experts*).

1. Le Conseil constitue un groupe d'experts choisis dans l'industrie et le commerce du caoutchouc des membres exportateurs et des membres importateurs.

2 Le Groupe d'experts se met à la disposition du Conseil et de ses comités pour leur donner des avis et une assistance, en particulier en ce qui concerne les opérations du stock régulateur et les autres mesures visées à l'article 44.

3 La composition, les fonctions et les dispositions administratives du Groupe d'experts sont fixées par le Conseil.

CHAPITRE V - PRIVILEGES ET IMMUNITES

ARTICLE 21

1. L'Organisation a la personnalité juridique. Elle a, en particulier, la capacité de contracter, d'acquérir et de céder des biens meubles et immeubles et d'ester en justice

2. L'Organisation entreprend, aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord, de conclure avec le gouvernement du pays où son siège doit être situé (ci-après dénommé le Gouvernement hôte) un accord (ci-après dénommé Accord de siège) touchant le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation, de son Directeur exécutif, de son personnel et de ses experts, ainsi que des délégations des membres, qui sont normalement nécessaires à l'exercice de leurs fonctions

3 En attendant la conclusion de l'Accord de siège, l'Organisation demande au Gouvernement hôte d'exonérer d'impôts, dans la mesure compatible avec sa législation, les émoluments versés par l'Organisation à son personnel, et les avoirs, revenus et autres biens de l'Organisation.

4 L'Organisation peut aussi conclure, avec un ou plusieurs autres gouvernements, des accords, qui doivent être approuvés par le Conseil, touchant les privilèges et immunités qui peuvent être nécessaires à la bonne application du présent Accord

5 Si le siège de l'Organisation est transféré dans un autre pays, le gouvernement de ce pays conclut aussitôt que possible avec l'Organisation un Accord de siège qui doit être approuvé par le Conseil

6 L'Accord de siège est indépendant du présent Accord Toutefois, il prend fin:

a) Par consentement mutuel du Gouvernement hôte et de l'Organisation;

b) Si le siège de l'Organisation est transféré hors du territoire du Gouvernement hôte; ou

c) Si l'Organisation cesse d'exister

CHAPITRE VI - COMPTES ET VERIFICATION DES COMPTES

ARTICLE 22

(Comptes financiers)

1. Aux fins du fonctionnement et de la gestion du présent Accord, deux comptes sont créés:

a) Le Compte du stock régulateur, et

b) Le Compte administratif.

2. Toutes les recettes et dépenses suivantes découlant de la constitution, du fonctionnement et de l'entretien du stock régulateur sont portées au Compte du stock régulateur: contributions versées par les membres en vertu de l'article 28, emprunts effectués pour le Compte du stock régulateur en vertu de l'article 8, amortissement du principal de ces emprunts et intérêts correspondants, produit des ventes des stocks composant le stock régulateur, intérêts sur les dépôts du Compte du stock régulateur, coûts d'acquisition du stock, commissions, frais d'entreposage, de transport et de manutention, assurances et coûts de la rotation du stock. Le Conseil peut, toutefois, par un vote spécial, porter d'autres recettes ou dépenses imputables à des transactions ou opérations du stock régulateur au Compte du stock régulateur.

3 Toutes les autres recettes et dépenses relatives au fonctionnement du présent Accord sont portées au Compte administratif Ces autres dépenses sont normalement couvertes par les contributions des membres calculées conformément à l'article 25.

4. L'Organisation ne répond pas des dépenses des délégations ou des observateurs envoyés au Conseil ou à l'un quelconque des comités institués en application de l'article 19.

ARTICLE 23.

(Mode de paiement)

Les versements en espèces au Compte administratif et au Compte du stock régulateur sont faits en monnaies librement utilisables ou en monnaies qui sont convertibles sur les principaux marchés de change étrangers en monnaies librement utilisables, et ils ne sont pas assujettis à des restrictions de change.

ARTICLE 24

(Vérification des comptes)

1. Le Conseil nomme des vérificateurs aux comptes qui sont chargés de vérifier ses livres

2 Le Compte administratif et le Compte du stock régulateur vérifiées par des vérificateurs indépendants sont mis à la disposition des membres aussitôt que possible, mais pas moins de trois mois après la clôture de chaque exercice, et sont examinés pour approbation par le Conseil à sa session suivante de la manière appropriée. Un résumé des comptes et du bilan vérifiés est ensuite publié.

CHAPITRE VII — LE COMPTE ADMINISTRATIF

ARTICLE 25

(Contributions au budget)

1. A la première session qu'il tiendra après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil approuvera le budget du Compte administratif pour la période comprise entre la date d'entrée en vigueur et la fin du premier exercice. Par la suite, pendant la deuxième moitié de chaque exercice, le Conseil fixe la contribution de chaque membre à ce budget conformément au paragraphe 2 du présent article.

2 Pour chaque exercice, la contribution de chaque membre est proportionnelle au rapport qui existe, au moment de l'adoption du budget administratif de cet exercice, entre le nombre de voix de ce membre et le nombre totale des voix de l'ensemble des membres. Pour fixer les contributions, les voix de chaque membre sont comptées sans prendre en considération la suspension des droits de vote d'un membre ni la nouvelle répartition des voix qui en résulte.

3. Le Conseil fixe la contribution initiale au budget administratif de tout gouvernement qui devient membre après l'entrée en vigueur du présent Accord en fonction du nombre des voix qui lui sont attribuées et de la fraction non écoulée de l'exercice en cours; toutefois, les contributions assignées aux autres membres restent inchangées.

ARTICLE 26

(Versement des contributions au budget administratif)

1 Les contributions au premier budget administratif sont exigibles à une date fixée par le Conseil à sa première session. Les

contributions aux budgets administratifs ultérieurs sont exigibles le premier jour de chaque exercice. La contribution d'un gouvernement qui devient membre après l'entrée en vigueur du présent Accord, calculée conformément au paragraphe 3 de l'article 25, est exigible, pour l'exercice en cause, à une date qui est fixée par le Conseil.

2 Si un membre n'a pas versé intégralement sa contribution au budget administratif dans les deux mois qui suivent la date à laquelle elle est exigible en vertu du paragraphe 1 du présent article, le Directeur exécutif lui demande d'en effectuer le paiement le plus tôt possible. Si un membre n'a pas versé sa contribution dans les deux mois qui suivent une telle demande du Directeur exécutif, tous les droits que ledit membre a en vertu du présent Accord sont suspendus par le Conseil, à moins que celui-ci, par un vote spécial, n'en décide autrement.

3. Pour les contributions reçues en retard, le Conseil prélève un intérêt au taux préférentiel du pays hôte à compter de la date à laquelle elles étaient exigibles, ou au taux commercial dans le cas d'un emprunt effectué en vertu de l'article 8, selon ce qui conviendra

4. Un membre dont les droits ont été suspendus en application du paragraphe 2 du présent article reste tenu, en particulier, de verser sa contribution et de s'acquitter de toutes les autres obligations financières qui lui incombent en vertu du présent Accord.

CHAPITRE VIII - LE STOCK REGULATEUR

ARTICLE 27

(Volume du stock régulateur)

Aux fins du présent Accord, il est institué un stock régulateur international de 550.000 tonnes au total Ce stock régulateur est le seul instrument d'intervention sur le marché pour la stabilisation des prix prévu dans le présent Accord. Il comprend:

a) le stock régulateur normal de 400.000 tonnes, et

b) le stock régulateur d'urgence de 150 000 tonnes

ARTICLE 28

(Financement du stock régulateur)

1 Les membres s'engagent à financer le coût total du stock régulateur international de 550.000 tonnes créé en application de l'article 27.

2 Le financement du stock régulateur normal et du stock régulateur d'urgence est partagé également entre la catégorie des membres exportateurs et la catégorie des membres importateurs. Les contributions des membres au Compte du stock régulateur sont calculées d'après la parte des voix qu'ils détiennent au Conseil, sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article.

3 S'agissant d'un membre importateur dont la part dans les importations nettes totales indiquée au tableau dressé par le Conseil conformément au paragraphe 4 de l'article 15 représente 0,1% ou moins des importations nettes totales, la contribution au Compte du stock régulateur est calculée comme suit:

a) si sa parte des importations nettes totales est inférieure ou égale à 0,1% mais supérieure à 0,05%, sa contribution est calculée d'après sa part effective dans les importations nettes totales;

b) si sa part des importations nettes totales est égale ou inférieure à 0,05%, sa contribution est calculée sur la base d'une part des importations nettes totales égale à 0,05%.

4. Pendant toute période durant laquelle le présent Accord sera en vigueur à titre provisoire en application du paragraphe 2 ou de l'alinéa *b*) du paragraphe 4 de l'article 61, l'engagement financier de chaque membre exportateur ou de chaque membre importateur à l'égard du Compte du stock régulateur ne devra pas dépasser au total la contribution dudit membre, calculée d'après le nombre de voix correspondant aux parts en pourcentage indiquées dans les tableaux dressés par le Conseil conformément au paragraphe 4 de l'article 15, dans le totale de 275.000 tonnes attribué à la catégorie des exportateurs et à la catégorie des importateurs, respectivement. Les obligations financières incombant aux membres lorsque le présent Accord sera en vigueur à titre provisoire seront réparties également entre la catégorie des membres exportateurs et la catégorie des membres importateurs. Quand l'engagement global d'une catégorie dépassera celui de l'autre catégorie, le plus élevé des deux engagements globaux sera réduit de façon à correspondre à l'autre, les voix de chaque membre dans cet engagement global étant diminuées proportionnellement aux parts dans le total des voies telles qu'elles ressortent des tableaux dressés par le Conseil conformément au paragraphe 4 de l'article 15.

5. Les coûts totaux du stock régulateur normal de 400 000 tonnes sont financés par les contributions en espèces versées par les membres au Compte du stock régulateur. Ces contributions peuvent, le cas échéant, être versées par les organismes appropriés des membres intéressés.

6. Les coûts totaux du stock régulateur d'urgence de 150 000 tonnes sont financés par des contributions versées par les membres sous la forme:

a) de montants en espèces réunis grâce à des emprunts effectués auprès de sources commerciales par le Conseil et garantis à la

fois par des warrants de stock et par des garanties gouvernementales, promesses de garantie gouvernementales, et/ou

b) de montants en espèces.

Ces contributions peuvent, le cas échéant, être fournies par les organismes appropriés des membres intéressés.

7 Chaque membre est libre d'opter pour la formule de l'alinéa *a*) ou celle de l'alinéa *b*) du paragraphe 6 du présent article, ou pour l'une et l'autre de ces formules; dans tous les cas, le montant en espèces est déposé au Compte du stock régulateur. Dans le cas d'emprunts effectués conformément à l'alinéa *a*) du paragraphe 6, la valeur des warrants de stock rapportée à la valeur totale du stock régulateur au moment considéré ne doit pas dépasser la part des voix que les membres emprunteurs détiennent au Conseil. Les membres au nom desquels le Conseil a effectué des emprunts à des conditions commerciales en application de l'alinéa *a*) du paragraphe 6 doivent assumer toutes les obligations qui leur incombent respectivement du fait de ces emprunts.

8. Les coûts totaux du stock régulateur international de 550 000 tonnes sont payés par prélèvement sur le Compte du stock régulateur. Ces coûts comprennent notamment toutes les dépenses correspondant à l'acquisition et au fonctionnement du stock régulateur international de 550.000 tonnes. Si le coût estimatif indiqué à l'annexe C du présent Accord ne correspond pas exactement au coût total de l'acquisition et du fonctionnement du stock régulateur, le Conseil se réunit et prend les dispositions nécessaires pour appeler les contributions requises afin de couvrir ce coût total conformément aux parts exprimées en pourcentage du total des voix.

ARTICLE 29

(*Versement des contributions au Compte du stock régulateur*)

1. Il est versé au Compte du stock régulateur une contribution initiale en espèces équivalant à 70 millions de ringgit malaisiens. Cette contribution est répartie entre tous les membres d'après la part en pourcentage des voix qu'ils détiennent, compte tenu du paragraphe 3 de l'article 28. La contribution est demandée dès que le Directeur exécutif est informé par tous les membres qu'ils sont en mesure de faire face aux exigences financières, dans les 18 mois suivant la date d'entrée en vigueur provisoire du présent Accord. Ces contributions initiales sont exigibles 45 jours après que le Directeur exécutif les a demandées.

2 Le Directeur exécutif peut à tout moment demander le paiement de contributions à condition que le Directeur du stock régulateur ait vérifié que les sommes en question seront nécessaires au fonctionnement du Compte du stock régulateur au cours des quatre mois à venir.

3. En cas d'appel de contributions, le montant demandé doit être versé par les membres dans les 30 jours de la date de notification S'il en est prié par un membre ou des membres totalisant 200 voix au Conseil, le Conseil se réunit en session extraordinaire et peut modifier ou refuser l'appel de contributions fondé sur une évaluation du besoin de fonds pour appuyer les opérations du stock régulateur au cours des trois mois à venir. Si le Conseil ne peut arriver à une décision, les contributions doivent être versées par les membres conformément à la décision du Directeur exécutif.

4. Les contributions demandées pour le stock régulateur normal et pour le stock régulateur d'urgence sont évaluées au prix de déclenchement inférieur en vigueur au moment où ces contributions sont demandées

5 L'appel de contributions destinées au stock régulateur d'urgence est effectué comme suit:

a) Quand il réexamine le stock régulateur à 300 000 tonnes comme il est prévu à l'article 32, le Conseil:

i) reçoit de chaque membre une déclaration précisant la méthode qu'il utilisera pour financer sa part du stock régulateur d'urgence en application de l'article 28, et

ii) prend toutes les dispositions financières et autres qui peuvent être nécessaires pour la prompte mise en place du stock régulateur d'urgence, y compris un appel de fonds si besoin est.

b) Quand il reexamine le stock régulateur à 400 000 tonnes comme il est prévu à l'article 32, le Conseil s'assure:

i) que tous les membres ont fait le nécessaire pour le financement de leur part du stock régulateur d'urgence,

ii) que l'intervention du stock régulateur d'urgence a été demandée et que celui-ci est entièrement prêt à intervenir conformément aux dispositions de l'article 31.

ARTICLE 30

(*Fourchette de prix*)

1 Pour les opérations du stock régulateur, il est institué

a) un prix de référence,
b) un prix d'intervention inférieur,
c) un prix d'intervention supérieur,
d) un prix de déclenchement inférieur
e) un prix de déclenchement supérieur,
f) un prix indicatif inférieur, et
g) un prix indicatif supérieur

2 A l'entrée en vigueur du présent Accord, le prix de référence sera fixé initialement à 210 cents de Malaisie/Singapour le kilogramme Il sera revu et révisé conformement aux dispositions de la section A de l'article 32.

3. Il est institué un prix d'intervention supérieur et un prix d'intervention inférieur se situant respectivement à ± 15% du prix de référence, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement

4 Il est institué un prix de déclenchement supérieur et un prix de déclenchement *inférieur se situant respectivement à + 20%* du prix de référence, à moins que le Conseil n'en décide autrement par un vote spécial

5. Les prix visés aux paragraphes 3 et 4 du présent article sont arrondis au cent le plus proche.

6. Sauf dispositions contraires du présent Accord, le prix indicatif inférieur sera de 150 cents de Malaisie/Singapour le kilogramme, pendant les 30 mois suivant l'entrée en vigueur du présent Accord.

ARTICLE 31

(Fonctionnement du stock régulateur)

1. Si, eu égard à la fourchette de prix définie à l'article 30, ou ultérieurement révisée conformément aux dispositions des articles 32 et 40, le prix indicateur du marché prévu à l'article 33:

a) est égal ou supérieur au prix de déclenchement supérieur, le Directeur du stock régulateur défend le prix de déclenchement supérieur en mettant en vente du caoutchouc naturel jusqu'à ce que le prix *indicateur du marché descende au-dessous du prix de* déclenchement supérieur;

b) est supérieur au prix d'intervention supérieur, le Directeur du stock régulateur peut vendre du caoutchouc naturel pour défendre le prix de déclenchement supérieur;

c) se situe entre les prix d'intervention supérieur et inférieur ou est égal à l'un ou l'autre de ces deux prix, le Directeur du stock régulateur ne doit ni acheter ni vendre de caoutchouc naturel, sauf dans le cadre des responsabilités qui lui incombent en vertu de l'article 36 concernant la rotation du stock;

d) est inférieur au prix d'intervention inférieur, le Directeur du stock régulateur peut acheter du caoutchouc naturel pour défendre le prix de déclenchement inférieur;

e) est égal ou inférieur au prix de déclenchement inférieur, le Directeur du stock régulateur défend le prix de déclenchement inférieur en procédant à des offres d'achat de caoutchouc naturel jusqu'à ce que le prix indicateur du marché dépasse le prix de déclenchement inférieur.

2 Quand les ventes ou les achats du stock régulateur atteignent *le niveau de 400 000 tonnes, le Conseil*, par un vote spécial, décide s'il faut faire intervenir le stock régulateur d'urgence:

a) au prix de déclenchement inférieur ou supérieur, ou

b) à un prix se situant entre le prix de déclenchement inférieur et le prix indicatif inférieur, ou entre le prix de déclenchement supérieur et le prix indicatif supérieur.

3 A moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement en application du paragraphe 2 du présent article, le Directeur du stock régulateur utilise le stock régulateur d'urgence pour défendre le prix indicatif inférieur en faisant intervenir le stock régulateur d'urgence, lorsque le prix indicateur du marché se situe à un niveau à mi-chemin entre le prix indicatif inférieur et le prix de déclenchement inférieur, et pour défendre le prix indicatif supérieur en faisant intervenir le stock régulateur d'urgence lorsque le prix indicateur du marché se situe à un niveau à mi-chemin entre le prix indicatif supérieur et le prix de déclenchement supérieur.

4 La totalité du caoutchouc naturel détenu par le stock régulateur, y compris le stock régulateur normal et le stock régulateur d'urgence, est utilisée pour empêcher que le prix indicateur du marché ne tombe au-dessous du prix indicatif inférieur ou ne s'élève au-dessus du prix indicatif supérieur.

5. Le Directeur du stock régulateur effectue ses achats et ventes sur les marchés commerciaux établis aux prix en vigueur, et toutes ses transactions doivent porter sur du caoutchouc effectif pour livraison dont le terme ne doit pas dépasser trois mois civils.

6 Pour faciliter le fonctionnement du stock régulateur, le Conseil met en place, dans les cas où cela est nécessaire, des bureaux locaux et des services du Bureau du Directeur du stock régulateur sur les marchés établis du caoutchouc et sur les emplacements d'entrepôts agréés.

7. Le Directeur du stock régulateur prépare un rapport mensuel sur les transactions du stock régulateur et la position financière du *Compte du stock régulateur. Le rapport de chaque mois* est mis à la disposition des membres 60 jours après la fin de ce mois.

8. Les renseignements sur les transactions du stock régulateur concernent notamment les quantités, les prix, les types, les qualités et les marchés pour toutes les opérations du stock régulateur, y compris les rotations effectuées. Les renseignements sur la position financière du Compte du stock régulateur concernent aussi les taux d'intérêt, conditions et modalités des dépots et des prêts, les monnaies utilisées dans les opérations et les autres informations pertinentes sur les questions visées au paragraphe 2 de l'article 22.

ARTICLE 32

(Examen et révision de la fourchette de prix)

A *Prix de référence.*

1. Le prix de référence est revu et révisé en fonction des tendances du marché et/ou des variations nettes du stock régulateur, sous réserve des dispositions de la présente *section du présent ar-*

ticle Le prix de référence est revu par le Conseil tous les 18 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord.

a) Si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un examen est égale au prix d'intervention supérieur ou au prix d'intervention inférieur, ou si elle se situe entre ces deux prix, le prix de référence n'est pas révisé.

b) Si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un examen est inférieure au prix d'intervention inférieur, le prix de référence est automatiquement révisé et réduit de 5% par rapport à son niveau au moment de l'examen, à moins que le Conseil, par un vote spécial, ne décide d'appliquer au prix de référence un pourcentage de réduction différent.

c) Si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un examen est supérieure au prix d'intervention supérieur, le prix de référence est automatiquement révisé et relevé de 5% par rapport à son niveau au moment de l'examen, à moins que le Conseil ne decide, par un vote à la majorité spéciale, d'appliquer au prix de référence un pourcentage de relèvement différent.

2 S'il s'est produit, depuis la dernière évaluation prévue par le présent paragraphe ou depuis l'entrée en vigueur du présent Accord, une variation nette du stock régulateur égale à 100.000 tonnes, le Directeur exécutif convoque une session extraordinaire du Conseil pour évaluer la situation. Le Conseil peut, par un vote spécial, décider de prendre des mesures appropriées qui peuvent comprendre:

a) la suspension des opérations du stock régulateur;

b) un changement dans le rythme des achats ou des ventes du stock régulateur; et

c) la révision du prix de référence

3 Si des achats ou des ventes du stock régulateur d'un montant net de 300.000 tonnes ont eu lieu depuis *a*) l'entrée en vigueur du présent Accord, *b*) la dernière révision aux termes du présent paragraphe, ou *c*) la dernière révision aux termes du paragraphe 2 du présent article, la plus récente des trois dates correspondantes étant retenue, le prix de référence est diminué ou augmenté, selon le cas, de 3% par rapport à son niveau du moment, à moins que le Conseil, par un vote spécial, ne décide de le diminuer ou de l'augmenter, selon le cas, d'un pourcentage différent.

4. Aucun ajustement du prix de référence, quelle qu'en soit la raison, ne doit être tel que les prix de déclenchement débordent le prix indicatif inférieur ou supérieur

B *Prix indicatifs*

5 Le Conseil peut, par un vote spécial, réviser les prix indicatifs inférieur ou superieur lors des examens prévus dans cette section du présent article

6 Le Conseil veille à ce que toute révision des prix indicatifs soit compatible avec l'évolution des tendances et de la situation du marché A cet égard, le Conseil prend en considération les tendances des prix, de la consommation, de l'offre, des coûts de production et des stocks de caoutchouc naturel, ainsi que la quantité de caoutchouc naturel détenue par le stock régulateur et la position financière du Compte du stock régulateur

7 Les prix indicatifs inférieur et supérieur sont revus

a) tous les 30 mois après l'entrée en vigueur du présent Accord;

b) dans des circonstances exceptionnelles, à la demande d'un membre ou de membres totalisant 200 voix ou davantage au Conseil; et

c) lorsque le prix de référence a été révisé i) en baisse depuis la dernière révision du prix indicatif inférieur ou depuis l'entrée en vigueur du présent Accord ou ii) en hausse depuis la dernière révision du prix indicatif supérieur ou depuis l'entrée en vigueur du présent Accord, cette baisse ou cette hausse étant d'au moins 3% conformément au paragraphe 3 du présent article et d'au moins 5% conformément au paragraphe 1 du présent article, ou d'un montant au moins égal à ce pourcentage conformément aux paragraphes 1, 2 et/ou 3 du présent article, à condition que la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour les 60 jours suivant la dernière révision du prix de référence soit, selon le cas, inférieure au prix d'intervention inférieur ou supérieure au prix d'intervention supérieur.

8. Nonobstant les paragraphes 5, 6 et 7 du présent article, le prix indicatif inférieur ou supérieur n'est pas révisé en hausse si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un examen de la fourchette de prix prévu par le présent article est inférieure au prix de référence. De même, le prix indicatif inférieur ou supérieur n'est pas révisé en baisse si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un examen de la fourchette de prix prévu par le présent article est supérieure au prix de référence.

ARTICLE 33

(*Prix indicateur du marché*)

1. Il est institué un prix indicateur quotidien du marché, qui est une moyenne composite, pondérée – représentative du marché du caoutchouc naturel – des prix officiels quotidiens pour le mois courant sur les places de Kuala Lumpur, Londres, New York et Singapour. Initialement, le prix indicateur quotidien du marché est établi d'après les prix du RSS 1, du RSS 3 et du TSR 20, dont les coefficients de pondération doivent être égaux. Toutes les cotations sont converties en prix f.o.b. aux ports malaisiens/port de Singapour, exprimé en monnaie malaisienne/singapourienne

2 La composition par type/qualité, les coefficients de pondération et la méthode de calcul du prix indicateur quotidien du marché son passés en revue et peuvent être révisés par le Conseil par un vote spécial, afin d'assurer que ce prix soit représentatif du marché du caoutchouc naturel.

3. Le prix indicateur du marché est réputé supérieur, égal ou inférieur aux niveaux de prix spécifiés dans le présent Accord si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour les cinq derniers jours de place est supérieure, égale ou inférieure à ces niveaux de prix.

ARTICLE 34

(Composition des stocks constituant le stock régulateur)

1. A sa première session après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil désigne les qualités et types internationalement reconnus de feuilles de caoutchouc fumé et les caoutchoucs faisant l'objet de spécifications techniques qui peuvent entrer dans le stock régulateur, sous réserve que les critères suivants soient respectés:

a) les qualités et types inférieurs de caoutchouc naturel agréé pour inclusion dans le stock régulateur sont le RSS 3 et le TSR 20; et

b) toutes les qualités et tous les types agréés en application du commerce international de caoutchouc naturel pendant l'année civile précédente sont désignés.

2 Le Conseil peut, par un vote spécial, modifier ces critères et/ou les types/qualités retenus si c'est nécessaire pour assurer que la composition du stock régulateur reflète l'évolution de la situation du marché, que les objectifs du présent Accord en matière de stabilisation sont atteints et qu'il est tenu compte de la nécessité de maintenir à un niveau élevé la qualité commerciale des stock composant le stock régulateur

3. Le Directeur du stock régulateur devrait veiller à ce que la composition du stock régulateur reflète la structure des exportations/importations de caoutchouc naturel, tout en répondant aux objectifs du présent Accord en matière de stabilisation.

4. Le Conseil peut, par un vote spécial, charger le Directeur du stock régulateur de modifier la composition du stock régulateur si l'objectif de stabilisation des prix l'exige

ARTICLE 35

(Emplacement des stocks composant le stock régulateur)

1. L'emplacement des stocks composant le stock régulateur doit permettre des opérations commerciales économiques et efficaces. En vertu de ce principe, ces stocks doivent être situés sur le territoire des membres exportateurs et des membres importateurs Leur répartition entre les membres doit être effectuée de manière à assurer la réalisation des objectifs de stabilisation visés par le présent Accord tout en gardant les coûts au niveau minimum.

2 Pour maintenir des normes de qualité commerciale élevées, le stockage doit se faire uniquement dans des entrepôts agréés en fonction de critères arrêtés par le Conseil.

3. Après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil établit et approuve une liste d'entrepôts ainsi que les dispositions nécessaires pour leur utilisation. Le Conseil revoit cette liste périodiquement.

4 Le Conseil revoit aussi périodiquement l'emplacement des stocks composant les stock régulateur et peut, par un vote spécial, charger le Directeur du stock régulateur de modifier l'emplacement de ces stocks pour assurer des opérations commerciales économiques et efficaces.

ARTICLE 36

(Rotation des stocks composant le stock régulateur)

Le Directeur du stock régulateur veille à ce que tous les stocks composant le stock régulateur soient achetés et maintenus selon des normes de qualité commerciales élevées. Il renouvelle le caoutchouc naturel entreposé dans le stock régulateur de la manière nécessaire pour assurer le respect de ces normes, en prenant dûment en considération le coût de la rotation et ses répercussions sur la stabilité du marché. Le coût de la rotation est imputé sur le Compte du stock régulateur.

ARTICLE 37

(Limitation ou suspension des opérations du stock régulateur)

1. Nonobstant les dispositions de l'article 31, le Conseil, s'il est en session, peut, par un vote spécial, limiter ou suspendre les opérations du stock régulateur s'il estime que le respect des obligations imposées au Directeur du stock régulateur par ledit article ne permettra pas d'atteindre les objectifs du présent Accord

2. Si le Conseil n'est pas en session, le Directeur exécutif peut, après consultation avec le Président, limiter ou suspendre les opérations du stock régulateur s'il estime que le respect des obligations imposées au Directeur du stock régulateur par l'article 31 ne permettra pas d'atteindre les objectifs du présent Accord.

3. Immédiatement après une décision de limiter ou de suspendre les opérations du stock régulateur en vertu du paragraphe 2 du présent article, le Directeur exécutif convoque une session du

Conseil à l'effet d'examiner cette décision Nonobstant les dispositions du paragraphe 4 de l'article 14, le Conseil se réunit dans les sept jours qui suivent la date de la limitation ou de la suspension et, par un vote spécial, confirme ou annule ladite limitation ou suspension. Si au cours de cette session le Conseil ne peut arriver à une décision, les operations du stock régulateur reprennent sans être limitées par aucune restriction imposée au titre du présent article.

ARTICLE 38

(Pénalisation pour non-acquittement des contributions au Compte du stock régulateur).

1 Si un membre ne s'est pas acquitté de son obligation de contribuer au Compte du stock régulateur à la date où sa contribution est exigible, il est réputé être en retard dans ses versements Un membre en retard de 60 jours ou plus ne compte pas comme membre dans un vote sur les questions visées au paragraphe 2 du présent article

2. Les droits de vote et autres droits au Conseil d'un membre en retard de 60 jours ou plus dans ses versements aux termes du paragraphe 1 du présent article sont suspendus, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement.

3 Un membre en retard dans ses versements paie des intérêts calculés au taux préférentiel en vigueur dans le pays hôte à compter du jour où ces versements sont exigibles, à moins que cet arriéré ne soit couvert par un emprunt contracté par le Conseil en application de l'article 8, auquel cas le membre en cause doit payer les intérêts de l'emprunt. L'arriéré couvert par les autres membres importateurs et exportateurs l'est à titre volontaire

4 Lorsqu'il a été mis fin au défaut de paiement à la satisfaction du Conseil, le membre en retard de 60 jours ou plus dans ses versements est rétabli dans ses droits de vote et autres droits. Si les sommes non versées ont été avancées par d'autres membres, ceux-ci sont remboursés intégralement.

ARTICLE 39

(Ajustements des contributions au Compte du stock régulateur)

1. Quand il est procédé à la nouvelle répartition des voix à la première session de chaque exercice, le Conseil opère l'ajustement nécessaire de la contribution de chaque membre au Compte du stock régulateur en conformité des dispositions du présent article. A cette fin, le Directeur exécutif calcule:

a) la contribution nette de chaque membre, en retranchant les contributions remboursées à ce membre conformément au paragraphe 2 du présent article de la somme de toutes les contributions versées par ce membre depuis l'entrée en vigueur du présent Accord;

b) le montant total des contributions nettes, en additionnant les contributions nettes de tous les membres;

c) la contribution nette révisée de chaque membre, en répartissant le montant total des contributions nettes entre les membres en fonction de la part révisée de chaque membre dans le total des voix au Conseil en application de l'article 15, sous réserve du paragraphe 3 de l'article 28 et étant entendu que la part de chaque membre dans le total des voix doit, aux fins du présent article, être calculée sans tenir compte de la suspension des droits de vote d'un membre ni de la nouvelle répartition des voix qui en résulte.

Quand la contribution nette d'un membre dépasse sa contribution nette révisée, la différence lui est remboursée par prélèvement sur le Compte du stock régulateur Quand la contribution nette révisée d'un membre dépasse sa contribution nette, il verse la différence au Compte du stock régulateur.

2 Si le Conseil, eu égard aux paragraphes 2 et 3 de l'article 29, conclut qu'il y a des contributions nettes en sus des fonds requis pour appuyer les opérations du stock regulateur dans les quatre mois à venir, le Conseil rembourse ces contributions nettes excédentaires déduction faite des contributions initiales, à moins qu'il ne décide, par un vote spécial, de ne pas procéder à ce remboursement ou de rembourser un montant moindre. La part des membres dans le montant à rembourser est proportionelle à leurs contributions nettes en espèces

3 A la demande d'un membre, le montant au remboursement duquel il a droit peut être gardé au Compte du stock régulateur, Si un membre demande que le montant qui doit lui être remboursé soit gardé au Compte du stock régulateur, ce montant vient en déduction de toute contribution supplémentaire demandée en application de l'article 29.

4 Le Directeur exécutif notifie immédiatement aux membres les versements, ou les remboursements, qu'il faut effectuer par suite d'ajustements opérés conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent article Ces versements demandés aux membres, ou les remboursements en leur faveur, sont effectués dans les 60 jours de la date à laquelle le Directeur exécutif a envoyé la notification.

5 Si l'encaisse disponible au Compte du stock régulateur, après remboursement des emprunts éventuels, dépasse la valeur des contributions nettes totales versées par les membres, les fonds excédentaires sont distribués à la fin du présent Accord.

ARTICLE 40

(Le stock régulateur et les modifications des taux de change)

1. Si le taux de change entre le ringgit malaisien/dollar singapourien et les monnaies des principaux membres exportateurs et

importateurs de caoutchouc naturel subit une modification d'une ampleur telle qu'elle a des incidences importantes sur les opérations du stock régulateur, le Directeur exécutif doit, conformément à l'article 37, ou des membres peuvent, conformément à l'article 14, convoquer une session extraordinaire du Conseil. Le Conseil se réunit dans les 10 jours pour confirmer ou annuler les mesures déjà prises par le Directeur exécutif en application de l'article 37, et peut, par un vote spécial, décider de prendre des mesures appropriées, y compris la possibilité de réviser la fourchette de prix, en application des principes énoncés à la première phrase des paragraphes 1 et 6 de l'article 32

2 Le Conseil, par un vote spécial, établit une procédure pour déterminer ce qu'est une modification importante de la parité de ces monnaies à la seule fin d'assurer la convocation en temps voulu du Conseil

3 S'il existe entre le ringgit malaisien et le dollar singapourien une divergence d'une ampleur telle qu'elle a des incidences importantes sur les opérations du stock régulateur, le Conseil se réunit pour examiner la situation et peut envisager l'adoption d'une seule monnaie.

ARTICLE 41

(Procédures de liquidation du Compte du stock régulateur)

1. A la fin du présent Accord, le Directeur du stock régulateur établit un état estimatif de toutes les dépenses découlant de la liquidation, ou du transfert à un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel, des avoirs du Compte du stock régulateur conformément aux dispositions du présent article, et réserve le montant correspondant dans un compte distinct. Si ces soldes sont insuffisants, le Directeur du stock régulateur vend une quantité suffisante de caoutchouc naturel du stock régulateur pour se procurer le montant additionnel nécessaire.

2 La part de chaque membre dans le Compte du stock régulateur est calculée comme suit

a) la valeur du stock régulateur est la valeur de la quantité totale de caoutchouc naturel de chaque type/qualité qu'il détient, calculée d'après le plus faible des prix courants des types/qualités respectifs sur les places visées à l'article 33 pendant les 30 jours de place précédant la date à laquelle le présent Accord prend fin;

b) la valeur du Compte du stock régulateur est la valeur du stock régulateur majorée des avoirs en espèces du Compte du stock régulateur à la date à laquelle le présent Accord prend fin et déduction faite du montant réservé en application du paragraphe 1 du présent article;

c) la contribution nette de chaque membre est la somme des contributions qu'il a versées pendant toute la durée du présent Accord, déduction faite de tous les remboursements qu'il a reçus en application de l'article 39;

d) si la valeur du Compte du stock régulateur est supérieure ou inférieure au montant total des contributions nettes, l'excédent ou le déficit, selon le cas, est réparti entre les membres proportionnellement à leur part des contributions nettes pondérée par un coefficient temps, en application du présent Accord;

e) la part de chaque membre dans le Compte du stock régulateur correspond à sa contribution nette, diminuée ou majorée de sa part dans les déficits ou les excédents du Compte du stock régulateur, déduction faite de ses éventuelles obligations au titre d'emprunts non remboursés effectués par le Conseil en son nom.

3 Si le présent Accord doit être immédiatement remplacé par un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel, le Conseil, par un vote spécial, adopte les procédures propres à assurer le transfert effectif au nouvel accord, selon ce qu'exigera ledit accord, des parts dans le Compte du stock régulateur des membres qui ont l'intention de participer au nouvel accord. Tout membre qui ne veut pas participer au nouvel accord a droit au remboursement de sa part:

a) par un prélèvement sur l'encaisse disponible proportionnel à sa part en pourcentage dans le montant total des contributions nettes au Compte du stock régulateur, dans un délai de deux mois; et

b) par prélèvement sur le produit net de l'écoulement des stocks constituant le stock régulateur, au moyen de ventes méthodiques ou au moyen d'un transfert au nouvel accord international sur le caoutchouc naturel aux prix courants du marché, l'opération devant être terminée dans un délai de 12 mois;

à moins que le Conseil, par un vote spécial, ne décide d'augmenter les paiments visés à l'alinea a) du présent paragraphe.

4 Si le présent Accord prend fin sans être remplacé par un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel prévoyant un stock régulateur, le Conseil, par un vote spécial, adopte des procédures devant régir l'écoulement méthodique du stock régulateur dans le délai maximum spécifié au paraghaphe 7 de l'article 67, sous réserve des prescriptions suivantes:

a) il n'est procédé à aucun autre achat de caoutchouc naturel;

b) l'Organisation n'engage pas de nouvelles dépenses à l'exception de celles qui sont nécessaires pour écouler le stock régulateur

5 Sous réserve du droit qu'ont les membres de choisir de se faire rembourser leur part sous forme de caoutchouc naturel conformément au paragraphe 6 du présent article, tout montant en espèces restant éventuellement au Compte du stock régulateur est

immédiatement distribué aux membres en proportion de leur part telle qu'elle est définie au paragraphe 2 du présent article.

6. Au lieu de se faire rembourser en espèces la totalité ou une fraction de sa part, chaque membre peut choisir de prendre sa part dans les avoirs du Compte du stock régulateur sous forme de caoutchouc naturel, sous réserve des procédures adoptées par le Conseil.

7 Le Conseil adopte des procédures appropriées pour l'ajustement et le remboursement des parts des membres dans le Compte du stock régulateur. Cet ajustement tient compte:

a) de tout écart pouvant exister entre le prix du caoutchouc naturel spécifié à l'alinéa *a*) du paragraphe 2 du présent article et les prix auxquels une partie ou la totalité du stock régulateur est vendue en application des procédures d'écoulement du stock régulateur; et

b) de la différence entre le montant estimatif et le montant effectif des dépenses de liquidation.

8 Le Conseil se réunit dans les 30 jours de la fin des transactions du Compte du stock régulateur pour procéder à la liquidation définitive des comptes des membres dans les 30 jours suivants.

CHAPITRE IX - RELATIONS AVEC LE FONDS COMMUN

Article 42

(Relations avec le Fonds commun)

Quand le Fonds commun commencera à fonctionner, le Conseil tirera pleinement parti des facilités offertes par cet organisme, en conformité des principes énoncés dans le présent texte. Le Conseil négociera à cette fin avec le Fonds commun des conditions et modalités mutuellement acceptables pour un accord d'association à signer avec le Fonds commun.

CHAPITRE X - MESURES RELATIVES AUX APPROVISIONNEMENTS

Article 43

(Régularité des approvisionnements)

1 Les membres exportateurs dans toute la mesure du possible s'engagent à mettre en oeuvre des politiques et des programmes qui assurent aux consommateurs des approvisionnements réguliers de caoutchouc naturel.

2. Les membres exportateurs continuent de s'efforcer d'améliorer le caoutchouc naturel et d'uniformiser les spécifications des qualités et la présentation du caoutchouc naturel, suivant l'évolution de la technologie et du marché.

3. Au cas où apparaîtrait un risque de pénurie de caoutchouc naturel, le Conseil peut faire des recommandations aux membres en cause concernant les mesures appropriées qui pourraient être prises pour assurer une augmentation aussi rapide que possible des approvisionnements de caoutchouc naturel.

Article 44.

(Autres mesures)

1. En vue d'atteindre les objectifs du présent Accord, le Conseil définit et propose des mesures et techniques appropriées tendant à promouvoir le développement de l'économie du caoutchouc naturel par les membres producteurs grâce à l'accroissement et à l'amélioration de la production, de la productivité et de la commercialisation, augmentant ainsi les recettes d'exportation des membres producteurs tout en améliorant la sécurité des approvisionnements.

2. A cette fin, le Comité des autres mesures procède à des analyses économiques et techniques afin de définir:

a) des programmes et projets de recherche-développement sur le caoutchouc naturel présentant un intérêt pour les membres exportateurs et importateurs, y compris des activités de recherche scientifique dans des domaines spécifiques;

b) des programmes et projets de nature à améliorer la productivité de l'industrie du caoutchouc naturel;

c) les moyens d'améliorer la qualité des approvisionnements de caoutchouc naturel et d'uniformiser la spécification des qualités et la présentation du caoutchouc naturel;

d) des méthodes permettant d'améliorer le traitement, la commercialisation et la distribution du caoutchouc naturel à l'état brut

3. Le Conseil examine les incidences financières de ces mesures et techniques et s'emploie à promouvoir et à faciliter l'apport de ressources financières adéquates, selon qu'il convient, par des sources telles que les institutions financières internationales et le deuxième Compte du Fonds commun quand il sera créé.

4 Le Conseil peut faire des recommandations, selon qu'il convient, aux membres, aux institutions internationales et autres organisations en vue de promouvoir la mise en oeuvre de mesures spécifiques en application du présent article.

5. Le Comité des autres mesures revoit périodiquement l'application des mesures que le Conseil décide de promouvoir et de recommander, et fait rapport à ce sujet au Conseil.

CHAPITRE XI - CONSULTATIONS AU SUJET DES POLITIQUES INTERIEURES

ARTICLE 45

(Consultations)

Le Conseil procède à des consultations, quand un membre le demande, au sujet des politiques gouvernementales concernant le caoutchouc naturel qui ont des incidences directes sur l'offre ou sur la demande. Le Conseil peut soumettre ses recommandations aux membres pour examen.

CHAPITRE XII - STATISTIQUES, ETUDES ET INFORMATION

ARTICLE 46.

(Statistiques et information)

1 Le Conseil rassemble, classe et, au besoin, publie les statistiques sur le caoutchouc naturel et les domaines connexes qui sont nécessaires au bon fonctionnement du présent Accord.

2 Les membres doivent communiquer rapidement et de façon aussi complete que possible au Conseil les données disponibles concernant la production, la consommation et le commerce international du caoutchouc naturel, en les ventilant par qualités spécifiques.

3 Le Conseil peut aussi demander aux membres de fournir d'autres informations, y compris des renseignements sur des domaines connexes, qui peuvent être nécessaires au bon fonctionnement du présent Accord.

4 Les membres doivent, autant que possible, fournir, dans un délai raisonnable, toutes les statistiques et informations susmentionnées d'une manière qui ne soit pas incompatible avec leur législation nationale.

5 Le Conseil établit des relations étroites avec les organismes internationaux appropriés, dont le Groupe international d'étude du caoutchouc, et avec les bourses de commerce pour veiller à ce que des données récentes et fiables soient disponibles sur la production, la consommation, les stocks, le commerce international et les prix du caoutchouc naturel et sur d'autres facteurs qui influencent la demande et l'offre de caoutchouc naturel.

6 Le Conseil veille à ce qu'aucune des informations publiées ne porte atteinte au secret des opérations des particuliers ou des sociétés qui produisent, traitent ou commercialisent le caoutchouc naturel ou des produits apparentés

ARTICLE 47

(Evaluation annuelle, estimations et études)

1. Le Conseil établit et publie une évaluation annuelle de la situation mondiale du caoutchouc naturel et des domaines connexes, compte tenu des renseignements communiqués par les membres et par tous les organismes intergouvernementaux et internationaux compétents.

2. Au moins une fois par semestre, le Conseil procède à une estimation de la production, de la consommation, des exportations et des importations de caoutchouc naturel de tous types et qualités pour le semestre suivant Il communique aux membres ces estimations.

3. Le Conseil établit, ou prend les dispositions voulues pour établir, des études sur les tendances de la production, de la consommation, du commerce, de la commercialisation et des prix du caoutchouc naturel, ainsi que sur les problèmes à court et à long terme de l'économie mondiale du caoutchouc naturel.

ARTICLE 48

(Examen annuel)

1. Le Conseil examine chaque année le fonctionnement du présent Accord eu égard aux objectifs énoncés à l'article premier. Il informe les membres des résultats de l'examen

2 Le Conseil peut ensuite formuler des recommandations à l'intention des membres, et ultérieurement prendre des mesures dans les limites de sa compétence pour améliorer l'efficacité du fonctionnement du présent Accord.

CHAPITRE XIII - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 49

(Obligations générales des membres)

1. Pendant la durée du présent Accord, les membres mettront tout en oeuvre et coopéreront pour favoriser la réalisation des objectifs du présent Accord et ne prendront aucune mesure allant à l'encontre desdits objectifs.

2 Les membres chercheront en particulier à améliorer la situation de l'économie du caoutchouc naturel et à encourager la production et l'emploi de ce produit de manière à promouvoir la croissance et la modernisation de l'économie du caoutchouc naturel dans l'intérêt mutuel des producteurs et des consommateurs.

3. *Les membres acceptent* de se *considérer* liés par toutes les décisions que le Conseil prendra en application du présent Accord et ne prendront pas de mesures qui auraient pour effet de limiter ou de contrecarrer ces décisions.

ARTICLE 50

(Obstacles au commerce).

1. Le Conseil détermine, d'après l'évaluation annuelle de la situation mondiale du caoutchouc visée à l'article 47, les obstacles à l'expansion du commerce du caoutchouc naturel sous forme brute, semi-transformée ou modifiée.

2. Le Conseil peut, aux fins du présent article, recommander aux membres de rechercher dans des organismes internationaux appropriés des mesures concrètes mutuellement acceptables destinées à supprimer progressivement ces obstacles et si possible à les éliminer complètement. Il examine périodiquement les résultats de ces recommandations

ARTICLE 51

(Transport et structure du marché du caoutchouc naturel)

Le Conseil devrait encourager et faciliter la promotion de taux de fret raisonnables et équitables et l'amélioration du système de transport, de façon à assurer des approvisionnements réguliers aux marchés et à permettre des économies sur le coût des produits commercialisés.

ARTICLE 52.

(Mesures différenciées et correctives)

Les membres en développement importateurs, et ceux des pays les moins avancés qui sont membres, dont les intérêts sont lésés par des mesures prises en application du présent Accord, peuvent s'adresser au Conseil pour des mesures différenciées et correctives appropriées. Le Conseil envisage de prendre de telles mesures appropriées conformément aux paragraphes 3 et 4 de la section III de la résolution 93 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

ARTICLE 53

(Dispenses)

1. Quand des circonstances exceptionnelles ou des raisons de force majeure qui ne sont pas expressément envisagées dans le présent Accord l'exigent, le Conseil peut, par un vote spécial, dispenser un membre d'une obligation prescrite par le présent Accord si les explications données par ce membre le convainquent quant aux raisons qui l'empêchent de respecter cette obligation.

2. Quand il accorde une dispense à un membre en vertu du paragraphe 1 du présent article, le Conseil précise les modalités, les conditions, la durée et les motifs de cette dispense.

ARTICLE 54

(Normes de travail équitables)

Les membres déclarent qu'ils s'efforceront d'appliquer des normes de travail propres à améliorer le niveau de vie de la main-d'oeuvre dans leur secteur du caoutchouc naturel

CHAPITRE XIV - PLAINTES ET DIFFERENDS

ARTICLE 55

(Plaintes).

1. Toute plainte contre un membre pour manquement aux obligations que le présent Accord lui impose est, à la demande du membre auteur de la plainte, déférée au Conseil, qui statue après consultation des membres intéressés.

2. La décision par laquelle le Conseil conclut qu'un membre a manqué aux obligations que le présent Accord lui impose spécifie la nature du manquement

3 Toutes les fois qu'il conclut, que ce soit ou non à la suite d'une plainte, qu'un membre a enfreint le present Accord, le Conseil peut, par un vote spécial et sans préjudice des autres mesures expressément prévues dans d'autres articles du présent accord:

a) suspendre les droits de vote de ce membre au Conseil et, s'il le juge nécessaire, suspendre tous autres droits du membre en question, y compris le droit d'exercer une fonction au Conseil ou à l'un quelconque des comités institués en application de l'article 19 ainsi que le droit d'être admis comme membre de ces comités, jusqu'à ce qu'il se soit acquitté de ces obligations; ou

b) prendre la décision prévue à l'article 65, si le manquement entrave sérieusement le fonctionnement du présent Accord

ARTICLE 56

(Différends)

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord qui n'est pas réglé entre les membres en cause est, à la demande de tout membre partie au différend, déferé au Conseil pour décision.

2. Quand un différend est au déféré au Conseil en vertu du paragraphe 1 du present article, une majorité des membres détenant au moins le tiers du total des voix peut demander au Conseil de prendre, après examen de l'affaire et avant de rendre sa décision, l'opinion, sur la question en litige, d'une commission consultative, constituée ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 3 du présent article.

3 *a*) A moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement, la commission consultative est composée de cinq personnes se répartissant comme suit:

i) deux personnes, désignées par les membres exportateurs, dont l'une possède une grande expérience des questions du genre de celle qui est en litige et l'autre est un juriste qualifié et expérimenté;

ii) deux personnes de qualifications analogues, désignées par les membres importateurs;

iii) un président choisi à l'unanimité par les quatre personnes désignees conformément aux alinéas *i*) et *ii*) du présent sousparagraphe, ou, en cas de désaccord entre elles, par le Président du Conseil.

b) Des ressortissants de membres et de non-membres peuvent siéger à la commission consultative;

c) Les membres de la commission consultative siègent à titre personnel et sans recevoir d'instructions d'aucun gouvernement;

d) Les dépenses de la commission consultative sont à la charge de l'Organisation.

4 L'opinion motivée de la commission consultative est soumise au Conseil qui, après avoir pris en considération toutes les donnees pertinentes, statue par un vote spécial.

CHAPITRE XV - CLAUSES FINALES

ARTICLE 57

(*Signature*)

Le présent Accord sera ouvert à la signature des Gouvernements invités à la Conférence des Nations Unies sur le caoutchouc naturel, 1978, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 2 janvier au 30 juin 1980 inclus

ARTICLE 58

(*Dépositaire*)

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigne comme dépositaire du présent Accord

ARTICLE 59

(*Ratification, acceptation et approbation*)

1. Le présent Accord est sujet à ratification, acceptation ou approbation par les gouvernements signataires conformément à leur procédure constitutionnelle ou institutionnelle.

2. Les instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation seront déposés auprès du dépositaire le 30 septembre 1980 au plus tard. Le Conseil pourra, toutefois, accorder des delais aux gouvernements signataires qui n'auront pu déposer leur instrument à cette date.

3 Chaque gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation se declare, au moment du dépôt, membre exportateur ou membre importateur.

ARTICLE 60

(*Notification d'application à titre provisoire*)

1 Un gouvernement signataire qui a l'intention de ratifier, d'accepter ou d'approuver le présent Accord, ou un gouvernement pour lequel le Conseil a fixé des conditions d'adhésion mais qui n'a pas encore pu déposer son instrument, peut, à tout moment, notifier au dépositaire qu'il appliquera intégralement le présent Accord à titre provisoire, soit quand celui-ci entrera en vigueur conformément à l'article 61, soit, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée.

2 Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, un gouvernement peut stipuler, dans sa notification d'application à titre provisoire, qu'il appliquera le présent Accord seulement dans les limites de ses procédures constitutionnelles et/ou législatives. Le gouvernement qui fait une telle stipulation doit toutefois honorer toutes ses obligations financieres relatives au Compte administratif. La qualité de membre provisoire reconnue au gouvernement qui fait une telle notification ne l'est que pour les 18 mois suivant l'entrée en vigueur provisoire du présent Accord. S'il s'avère nécessaire de procéder à un appel de fonds destinés au Compte du stock régulateur pendant les 18 mois en question, le Conseil prend une décision quant au statut d'un gouvernement ayant la qualité de membre provisoire en vertu du présent paragraphe.

ARTICLE 61

(*Entrée en vigueur*)

1. Le présent Accord entrera en vigueur à titre définitif le 1er octobre 1980, ou à toute date ultérieure, si, à cette date, des gouvernements totalisant au moins 80% des exportations nettes

indiquées à l'annexe A du présent Accord, et des gouvernements totalisant au moins 80% des importations nettes indiquées à l'annexe B du présent Accord, ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhesion, ou ont assumé dans son intégralité leur engagement financier à l'égard du présent Accord

2. Le présent Accord entrera en vigueur à titre provisoire le ler octobre 1980, ou à une date quelconque dans les deux années qui suivront, si, à cette date, des gouvernements totalisant au moins 65% des exportations nettes indiquées à l'annexe A du présent Accord, et des gouvernements totalisant au moins 65% des importations nettes indiquées à l'annexe B du présent Accord, ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou ont notifié au dépositaire en vertu de l'article 60 qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire. Le présent Accord restera en vigueur à titre provisoire pendant 18 mois au maximum, à moins qu'il n'entre en vigueur à titre définitif en vertu du paragraphe 1 du présent article ou que le Conseil n'en décide autrement en application du paragraphe 4 du présent article.

3 Si le présent Accord n'entre pas en vigueur à titre provisoire en application du paragraphe 2 du présent article dans un délai de deux ans à compter du ler octobre 1980, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invitera, aussitôt qu'il le jugera possible après cette date, les gouvernements qui auront déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui lui auront notifié qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire, et tous les autres gouvernements qui ont participé à la Conférence des Nations Unies sur le caoutchouc naturel, 1978, à se réunir en vue de recommander si les gouvernements qui sont en mesure de le faire devraient ou non prendre les mesures nécessaires pour mettre le présent Accord en vigueur entre eux, à titre provisoire ou définitif, en totalité ou en partie. Si aucune conclusion n'est arrêtée à cette réunion, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pourra convoquer ultérieurement d'autres réunions semblables s'il le juge approprié.

4 Si les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article pour l'entrée en viguer définitive du présent Accord ne sont pas remplies pedant la période de 18 mois civils durant laquelle l'Accord était en vigueur à titre provisoire en vertu du paragraphe 2 du présent article, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoquera, aussitôt qu'il le jugera possibile mais en tout état de cause avant l'expiration de la période de 18 mois susmentionnée, les gouvernements qui auront déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui lui auront notifié qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire, et tous les autres gouvernements qui ont participé à la Conférence des Nations Unies sur le caoutchouc naturel, 1978, afin d'examiner l'avenir du présent Accord. Compte tenu des recommandations de la réunion convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Conseil se réunira pour decider de l'avenir du présent Accord. Le Conceil, par un vote spécial, décidera alors:

a) de mettre le présent Accord en vigueur à titre definitif entre les membres du moment, en totalité ou en partie;

b) de maintenir le présent Accord en vigueur à titre provisoire entre les membres du moment, en totalité ou en partie, pour une année de plus; ou

c) de renégocier le présent Accord

Si le Conseil n'arrive à aucune décision le présent Accord prendra fin à l'expiration de la période de 18 mois

5. Si un gouvernement dépose son instrument de ratification, d'acceptation d'approbation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du présent Accord, celui-ci entrera en vigueur pour ledit gouvernement à la date de ce dépôt

6. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoquera la première session du Conseil aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord.

ARTICLE 62

(*Adhésion*)

1. Les gouvernements de tous les Etats peuvent adhérer au présent Accord aux conditions que le Conseil détermine et qui comprennent un délai pour le dépôt des instruments d'adhésion. Le Conseil peut toutefois accorder une prorogation aux gouvernements qui ne peuvent pas déposer leur instrument d'adhésion dans le délai fixé.

2. L'adhésion se fait par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire

ARTICLE 63

(*Amendements*)

1. Le conseil peut, par un vote spécial, recommander aux membres des amendements au présent Accord

2 Le Conseil fixe la date à laquelle les membres doivent notifier au dépositaire qu'ils acceptent l'amendement.

3. Tout amendement entre en vigueur 90 jour après que le dépositaire a reçu des notifications d'acceptation de membres constituant au moins les deux tiers des membres exportateurs et totalisant au moins 85% des voix des membres exportateurs, et de

membres constituant au moins les deux tiers des membres importateurs et totalisant au moins 85% des voix des membres importateurs.

4. Après que le dépositaire a informé le Conseil que les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ont été satisfaites, et nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article relatives à la date fixée par le Conseil, tout membre peut encore notifier au dépositaire qu'il accepte l'amendement, à condition que cette notification soit faite avant l'entrée en vigueur de l'amendement.

5 Tout membre qui n'a pas notifié son acceptation d'un amendement à la date à laquelle ledit amendement entre en vigueur cesse d'être partie contractante au présent Accord à compter de cette date, à moins qu'il n'ait prouvé au Conseil qu'il n'a pas pu accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés rencontrés pour mener à terme sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle et que le Conseil ne décide de prolonger pour ledit membre le délai d'acceptation. Ce membre n'est pas lié par l'amendement tant qu'il n'a pas notifié qu'il l'accepte

6. Si les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ne sont pas satisfaites à la date fixée par le Conseil conformément au paragraphe 2 du présent article, l'amendement est réputé retiré.

ARTICLE 64

(*Retrait*)

1 Tout membre peut se retirer du présent Accord à tout moment après l'entrée en vigueur de celui-ci en notifiant son retrait au dépositaire. Ledit membre informe simultanément le Conseil de la décision qu'il a prise

2 Un an après que sa notification a été reçue par le dépositaire, ledit membre cesse d'être partie contractante au présent Accord

ARTICLE 65

(*Exclusion*)

Si le Conseil conclut qu'un membre a manqué aux obligations que le présent Accord lui impose et s'il décide en outre que ce manquement entrave sérieusement le fonctionnement du présent Accord, il peut, par un vote spécial, exclure ce membre du présent Accord Le Conseil en donne immédiatement notification au dépositaire. Ledit membre cesse d'être partie contractante au présent Accord un an après la date de la décision du Conseil

ARTICLE 66

(*Liquidation des comptes de membres qui se retirent ou sont exclus ou le membres qui ne sont pas en mesure d'accepter un amendement*).

1 Conformément au présent article, le Conseil procède à la liquidation des comptes d'un membre qui cesse d'être partie contractante au présent Accord en raison

a) de la non-acceptation d'un amendement au présent Accord en application de l'article 63;

b) du retrait du présent Accord en application de l'article 64; ou

c) de l'exclusion du présent Accord en application de l'article 65.

2 Le Conseil garde toute contribution versée au Compte administratif par un membre qui cesse d'être partie contractante au présent Accord.

3 Le Conseil rembourse, conformément à l'article 41, la part que détient dans le Compte du stock régulateur un membre qui cesse d'être partie contractante par suite de non-acceptation d'un amendement au présent Accord, de retrait ou d'exclusion, déduction faite de la part dudit membre dans d'éventuels excédents.

a) Le remboursement à un membre qui cesse d'être partie contractante en raison de la non-acceptation d'un amendement au présent Accord est effectué un an après que l'amendement en cause est entré en vigueur.

b) Le remboursement à un membre qui se retire est effectué dans un délai de 60 jour après que ledit membre cesse d'être partie contractante au présent Accord, à moins que par suite de ce retrait, le Conseil décide de mettre fin au présent Accord, en application du paragraphe 6 de l'article 67, avant le remboursement, auquel cas les dispositions de l'article 41 et du paragraphe 7 de l'article 67 sont applicables.

c) Le remboursement à un membre qui est exclu est effectué dans un délai de 60 jours après que ledit membre cesse d'être partie contractante au présent Accord.

4. Si le Compte du stock régulateur ne peut effectuer le remboursement en espèces exigible en application de l'alinéa *a*), *b*) ou *c*) du paragraphe 3 du présent article sans que la viabilité du Compte du stock régulateur en soit compromise ou sans qu'il soit nécessaire de procéder à un appel de contributions supplémentaires auprès des membres pour couvrir le montant à rembourser, le remboursement est différé jusqu'à ce que la quantité nécessaire de caoutchouc naturel du stock régulateur puisse être vendue à un prix égal ou supérieur au prix d'intervention supérieur. Si, avant la fin de la période d'une année stipulée à l'article 64, le Conseil informe un membre qui se retire que le remboursement devra être différé conformément au présent paragraphe, la période d'une année

entre la notification de l'intention de retrait et le retrait effectif peut, si le membre qui se retire le désire, être prolongée jusqu'à ce que le Conseil informe ce membre que le remboursement de sa part peut être effectué dans les 60 jours.

5. Un membre qui a reçu en remboursement un montant approprié en application du présent article n'aura droit à aucune part du produit de la liquidation de l'Organisation Il ne pourra lui être imputé non plus aucun déficit éventuel de l'Organisation après que le remboursement aura été effectué.

ARTICLE 67

(Durée, prorogation et fin du présent Accord)

1. Le présent Accord restera en vigueur pendant une période de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur, à moins qu'il ne soit prorogé en application du paragraphe 2, 3 ou 4 du présent article ou qu'il n'y soit mis fin en application du paragraphe 5 ou 6 du présent article.

2. Avant l'expiration de la période de cinq ans visée au paragraphe 1 du présent article, le Conseil peut, par un vote spécial décider de proroger le présent Accord pour une période ne dépassant pas deux ans et/ou de le renégocier. Le Conseil notifie cette ou ces décisions au dépositaire.

3. Si, avant l'expiration de la période de cinq ans visée au paragraphe 1 du présent article, les négociations en vue d'un nouvel accord destiné à remplacer le présent Accord n'ont pas encore abouti, le Conseil peut, par un vote spécial, proroger le présent Accord pour une période ne dépassant pas deux ans. Le Conseil notifie cette prorogation au dépositaire.

4. Si, avant l'expiration de la période de cinq ans visée au paragraphe 1 du présent article, un nouvel accord destiné à remplacer le présent Accord a été négocié mais n'est pas encore entré en vigueur à titre provisoire ou définitif, le Conseil peut, par un vote spécial, proroger le présent Accord jusqu'à l'entrée en vigueur à titre provisoire ou définitif du nouvel accord, sous réserve que cette prorogation ne dépasse pas deux ans. Le Conseil notifie la prorogation au dépositaire

5 Si un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel est négocié et entre en vigueur alors que le présent Accord est en cours de prorogation conformément au paragraphe 2, 3 ou 4 du présent article, le présent Accord, tel qu'il a été prorogé, prend fin au moment de l'entrée en vigueur du nouvel accord.

6 Le Conseil peut à tout moment, par un vote spécial, décider de mettre fin au présent Accord avec effet à la date de son choix. Le Conseil notifie sa décision au dépositaire

7. Nonobstant la fin du présent Accord, le Conseil continue d'exister pendant une periode ne dépassant pas trois ans pour procéder à la liquidation de l'Organisation, y compris la liquidation des comptes, et à la cession des avoirs en conformité des dispositions de l'article 4 et sous réserve des décisions pertinentes à prendre par un vote spécial, et il a, pendant ladite période, les pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être nécessaires à ces fins.

ARTICLE 68

(Réserves)

Aucune réserve ne peut être faite en ce qui concerne l'une quelconque des dispositions du présent Accord

ARTICLE 69

(Textes du présent Accord faisant foi)

Les textes du présent Accord en anglais, chinois, espagnol, français et russe font tous également foi.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur gouvernement, ont signé le présent Accord à la date qui figure en regard de leur signature

Fait à Genève, le six octobre mille neuf cent soixante-dix-neuf

Pour l'Allemagne, République fédérale

RÜDIGER VON WECHMAR

27 Juin 1980

Pour l'Australie

H D ANDERSON

30 Juin 1980

Pour la Belgique

ANDRÉ ERNEMANN

27 Juin 1980

Pour le Brésil

CARLOS ANTONIO BETTENCOURT BUENO
30 Juin 1980

Pour le Canada

JEREMY K. B KINSMAN
30 Juin 1980

Pour la Chine

CHEN CHU
17 Juin 1980

Pour la Communauté économique européenne

PIERRE MALVE
30 Mai 1980

Pour le Danemark

WILH ULRICHSEN
12 Mai 1980

Pour les Etats-Unites d'Amerique

RICHARD M. OGDEN
8 Janvier 1980

Pour la Finlande

JAAKKO PEKKA BLOMBERG
16 Juin 1980

Pour la France

JACQUES LEPRETTE
8 Janvier 1980

Pour l'Indonésie

Abdullah KAMIL
17 Mars 1980

Pour l'Irlande

Aidan MULLOY
25 Juin 1980

Pour l'Italie

Umberto LA ROCCA
30 Juin 1980

Pour le Japon

Masahiro NISIBORI
7 Mars 1980

Pour le Libéria

Winston A TUBMAN
30 Juin 1980

Pour le Luxembourg

André ERNERMANN
27 Juin 1980

Pour la Malaisie

Paul LEONG KHEE SEONG
28 Janvier 1980

Pour le Maroc

Mohamed AYACHI
26 Juin 1980

Pour le Mexique

Porfirio MUNOZ LEDO
25 Juin 1980

Pour la Norvège

Ole ALGARD
16 Juin 1980

Pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée

Paulias NGUNA MATANE
25 Juin 1980

Pour les Pays-Bas

Hugo SCHELTEMA
26 Juin 1980

Pour le Pérou

José URRUTIA CERUTI
30 Juin 1980

Pour les Philippines

Alejandro D YANGO
30 Juin 1980

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Anthony PARSONS
27 Juin 1980

Pour la Suède

Anders I THUNBORG
16 Juin 1980

Pour la Tchécoslovaquie

Jiri SIOSTRONEK
30 Juin 1980

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Oleg Aleksandrovich TROYANOSKY
27 Juin 1980

ANNEXE A.

PAYS EXPORTATEURS ET LEURS PARTS, CALCULÉES AUX FINS DE L'ARTICLE 61, DANS LE TOTAL DES EXPORTATIONS NETTES DES PAYS AYANT PARTECIPÉ À LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE CAOUTCHOUC NATUREL

	Pourcentages (a)
Bolivie	0,081
Cameroun	0,514
Inde	0,199
Indonésie	25,387
Libéria	2,551
Malaisie	48,218
Nigéria	1,313
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,150
Philippines	0,018
Singapour	4,406
Sri Lanka	4,367
Thaïlande	12,004
Zaïre	0,792
Total	100,000

(a) Il s'agit des parts exprimées en pourcentage du total des exportations nettes de caoutchouc naturel pendant la période quinquennale allant de 1974 à 1978

ANNEXE B

PAYS ET GROUPES DE PAYS IMPORTATEURS ET LEURS PARTS, CALCULÉS AUX FINS DE L'ARTICLE 61, DANS LE TOTAL DEL IMPORTATIONS NETTES DES PAYS AYANT PARTECIPÉ À LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE CAOUTCHOUC NATUREL

	Pourcentages (a)
Algérie	0,081
Australie	1,467
Austriche	0,683
Brésil	1,836
Bulgarie	0,394
Canada	2 934
Chine	7,707
Communauté économique européenne	23,283
Allemagne, République fédérale d'	6,435
Belgique/Luxembourg	0,772
Danemark	0,171
France	5,428
Irlande	0,273
Italie	4,150
Pays-Bas	0,733
Royaume Uni	5,321
Egypte	0,097
Equateur	0,050
Espagne	3,178
Etats-Unis	24,756
Iraq	0,051
Finlande	0,226
Ghana	0,141

ANNEXE B

	Pourcentages (*a*)
Guatemala	0,070
Hongrie	0,534
Japon	10,780
Madagascar	0,000
Malte	0,000
Maroc	0,150
Mexique	1,325
Norvège	0,094
Nouvelle-Zélande	0,291
Panama	0,000
Pérou	0,225
Pologne	1,980
République arabe syrienne	0,014
République de Corée	3,189
République démocratique allemande	1,258
Roumanie	1,529
Somalie	0,000
Suède	0,439
Suisse	0,122
Tchécoslovaquie	1,810
Tunisie	0,008
Turquie	0,758
Union des Républiques socialistes soviétiques	7,148
Uruguay	0,117
Venezuela	0,306
Yougoslavic	0,969
Total	100,000

(*a*) Il s'agit des parts exprimées en pourcentage du total des importations nettes de caoutchouc naturel pendant la période triennale 1976, 1977 et 1978.

ANNEXE C

COUT ESTIMATIF DU STOCK RÉGULATEUR, CALCULÉ PAR LE PRÉSIDENTE DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE CAOUTCHOUC NATUREL, 1978

Le coût de l'acquisition et du fonctionnement d'un stock régulateur de 550 000 tonnes pourrait, en temps normal, se calculer en multipliant ce chiffre par le prix de déclenchement inférieur (168 cents de Malaisie/Singapour le kilogramme) et en ajoutant au résultat un montant équivalant à 10% de ce prix.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N B — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'accordo

ACCORDO
internazionale sulla gomma naturale - 1979

PREAMBOLO

Le parti contraenti,

richiamandosi alla dichiarazione ed al programma di intervento relativi alla creazione di un nuovo ordine economico internazionale (*),

riconoscendo in particolare l'importanza della risoluzione 93 (IV) della Conferenza delle Nazioni Unite per il commercio e lo sviluppo, approvata nella quarta sessione, nonché della risoluzione 124 (V), approvata nella quinta sessione, sul programma integrato per i prodotti di base,

riconoscendo l'importanza della gomma naturale nell'economia dei membri, particolarmente per le esportazioni dei membri esportatori e per il fabbisogno di quelli importatori,

riconoscendo inoltre che la stabilizzazione dei prezzi della gomma naturale interessa i produttori, i consumatori ed i mercati del settore, e che un accordo internazionale in questo campo può dare un considerevole contributo all'espansione e allo sviluppo dell'industria della gomma naturale, a vantaggio dei produttori e dei consumatori,

hanno deciso quanto segue

CAPITOLO - OBIETTIVI

ARTICOLO 1

(*Obiettivi*)

I principali obiettivi dell'accordo internazionale sulla gomma naturale, 1979 (qui di seguito indicato come « il presente accordo »), inteso a realizzare gli scopi indicati dalla Conferenza delle Nazioni Unite per il commercio e lo sviluppo nelle risoluzioni 93 (IV) e 124 (V) sul programma integrato per i prodotti di base, sono i seguenti:

a) Equilibrare l'evoluzione della domanda e dell'offerta di gomma naturale, contribuendo ad attenuare le gravi difficoltà derivanti dalle eccedenze o dalla scarsità del prodotto;

b) Rendere stabili le condizioni degli scambi di gomma naturale, evitando un'eccessiva fluttuazione dei prezzi, che esercita una influenza negativa sugli interessi a lungo termine dei produttori e dei consumatori, e stabilizzando i prezzi senza provocare distorsioni nelle tendenze di mercato a lungo termine, nell'interesse dei produttori e dei consumatori;

c) Contribuire a stabilizzare i proventi delle esportazioni di gomma naturale dei membri esportatori, e ad aumentare le loro entrate in base all'espansione del volume delle esportazioni di gomma naturale a prezzi equi e rimunerativi, contribuendo a fornire i necessari incentivi a favore di un tasso dinamico e crescente della produzione, nonché le risorse atte ad accelerare la crescita economica e lo sviluppo sociale;

d) Cercare di ottenere un approvvigionamento adeguato di gomma naturale per far fronte al fabbisogno dei paesi importatori a prezzi equi e ragionevoli, nonche di migliorare la sicurezza e la continuità dell'offerta;

e) Prendere le misure adeguate in caso di eccedenza o di scarsità di gomma naturale per attenuare le eventuali difficoltà economiche dei membri;

f) Cercare di espandere gli scambi internazionali e di migliorare l'accesso ai mercati per la gomma naturale ed i suoi prodotti trasformati;

g) Migliorare la competitività della gomma naturale favorendo le ricerche e lo sviluppo nel settore;

h) promuovere l'espansione dell'economia della gomma naturale cercando di favorire e di migliorare le attività di trasformazione, commercializzazione e distribuzione del prodotto allo stato grezzo;

i) favorire la cooperazione internazionale e le consultazioni sui problemi della domanda e dell'offerta, e facilitare la promozione ed il coordinamento delle ricerche, dell'assistenza e di altri programmi del settore della gomma naturale.

CAPITOLO II - DEFINIZIONI

ARTICOLO 2

(*Definizioni*)

Ai fini del presente accordo si intende per

1) « Gomma naturale » l'elastomero non vulcanizzato, in forma solida oppure liquida, tratto dalla *Hevea brasiliensis* o da qualsiasi altra pianta che il Consiglio possa designare a norma del presente accordo;

(*) Risoluzioni dell'assemblea generale 3201 (S-VI) e 3202 (S-VI) del 1° maggio 1974.

2) « Parte contraente » un governo, oppure un organismo inter governativo di cui all'articolo 5, che abbia aderito al presente accordo a titolo provvisorio o definitivo;

3) « Membro » una parte contraente di cui alla definizione 2) di cui sopra;

4) « Membro esportatore » un membro che esporti gomma naturale ed abbia dichiarato di essere un membro esportatore, subordinatamente all'approvazione del Consiglio;

5) « Membro importatore » un membro che importi gomma naturale ed abbia dichiarato di essere un membro importatore, subordinatamente all'approvazione del Consiglio;

6) « Organizzazione » l'Organizzazione internazionale della gomma naturale di cui all'articolo 3;

7) « Consiglio » il Consiglio internazionale della gomma naturale di cui all'articolo 6;

8) « Voto speciale » un voto che richieda almeno due terzi dei voti dei membri esportatori presenti e votanti e almeno due terzi dei voti dei membri importatori presenti e votanti, contati separatamente, a condizione che essi siano espressi da almeno metà dei membri di ciascuna categoria presenti e votanti;

9) « Esportazioni di gomma naturale » qualsiasi tipo di gomma naturale che esca dal territorio doganale di uno Stato membro e « importazioni di gomma naturale » qualsiasi tipo di gomma naturale che entri nel territorio doganale di uno dei membri, a condizione che, ai sensi di questa definizione, qualora un membro comprenda più territori doganali i termini si riferiscano all'insieme dei territori doganali del membro stesso;

10) « Maggioranza ripartita semplice » un voto che richieda più della meta dei voti totali dei membri esportatori presenti e votanti, e piu della metà dei voti totali dei membri importatori presenti e votanti, contati separatamente;

11) « Valute che si possono impiegare liberamente » il marco tedesco, il franco francese, lo yen giapponese, la sterlina ed il dollaro statunitense;

12) « Anno finanziario » il periodo compreso tra il 1° gennaio ed il 31 dicembre;

13) « Entrata in vigore » la data in cui il presente accordo entra in vigore a titolo provvisorio o definitivo in conformità dell'articolo 61;

14) « Tonnellata » una tonnellata metrica, vale a dire 1 000 chilogrammi;

15) « Impegno governativo » l'impegno finanziario nei confronti del Consiglio assunto dai membri quale garanzia di finanziamento della scorta stabilizzatrice di riserva, che può essere richiesto dal Consiglio per far fronte ai propri obblighi finanziari in conformità dell'articolo 28; il Consiglio può imputare ai membri unicamente l'importo del rispettivo impegno;

16) « Centesimo malese o di Singapore » la media del sen di Malaysia e del cent di Singapore ai tassi di cambio correnti;

17) « Contributo netto di un membro secondo una ponderazione temporale » i suoi contributi netti ponderati per il numero di anni della sua appartenenza all'Organizzazione

CAPITOLO III - COSTITUZIONE ED AMMINISTRAZIONE

ARTICOLO 3

(Creazione, sede e struttura dell'Organizzazione internazionale della gomma naturale).

1. Viene istituita l'Organizzazione internazionale della gomma naturale al fine di attuare le disposizioni del presente accordo e di controllarne il funzionamento

2 L'Organizzazione funziona per mezzo del Consiglio internazionale della gomma naturale, del suo direttore esecutivo e del restante personale, nonché degli altri organismi istituiti dal presente accordo.

3 Nella prima sessione il Consiglio, con voto speciale, deve decidere se stabilire la sede dell'Organizzazione a Kuala Lumpur oppure a Londra

4 La sede dell'Organizzazione sarà comunque situata nel territorio di un membro.

ARTICOLO 4

(Membri dell'Organizzazione)

1 Vi sono due categorie di membri, vale a dire

a) esportatori, e

b) importatori

2. Il Consiglio determina i criteri relativi al cambiamento della categoria di appartenenza di un membro, ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo, in considerazione delle norme di cui agli articoli 25 e 28. Un membro che soddisfa tali criteri può cambiare la propria categoria di appartenenza previa approvazione del Consiglio con voto speciale.

3 Ogni parte contraente costituisce un membro singolo dell'Organizzazione.

ARTICOLO 5

(Partecipazione di organizzazioni intergovernative)

1 Ogniqualvolta ricorrono nel presente accordo i termini « governo » o « governi », si intendono applicabili anche alla Comunità economica europea o a qualsiasi altra organizzazione intergovernativa con responsabilità in materia di negoziazione, conclusione e applicazione di accordi internazionali, in particolare di accordi sulle materie prime. Analogamente, ogniqualvolta nel presente accordo si fa riferimento alla firma, alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione, oppure alla notifica di applicazione provvisoria o all'adesione nel caso di dette organizzazioni intergovernative, si intende la firma, la ratifica, l'accettazione o l'approvazione, oppure la notifica di applicazione provvisoria, oppure l'adesione da parte di dette organizzazioni intergovernative.

2. In caso di voto su problemi che rientrano nella loro competenza, le suddette organizzazioni intergovernative esercitano i diritti di voto con un numero di voti uguali al totale dei voti attribuiti ai rispettivi Stati membri, in conformità dell'articolo 15.

CAPITOLO IV – CONSIGLIO INTERNAZIONALE DELLA GOMMA NATURALE

ARTICOLO 6

(Composizione del Consiglio internazionale della gomma naturale)

1 *La massima autorità dell'Organizzazione è costituita dal Consiglio* internazionale della gomma naturale, formato da tutti i membri dell'Organizzazione.

2 Ciascun membro è rappresentato al Consiglio da un delegato *e può designare sostituti e consiglieri che partecipino alle sessioni* del Consiglio.

3 Un sostituto può essere autorizzato a deliberare e a votare a nome del delegato durante l'assenza di quest'ultimo o in determinate circostanze.

ARTICOLO 7

(Poteri e funzioni del Consiglio)

1 Il Consiglio esercita tutti i poteri ed esegue o provvede alla *esecuzione di tutte le funzioni necessarie per mettere in atto le* disposizioni del presente accordo

2 Con voto speciale il Consiglio approva le norme ed i regolamenti necessari per l'esecuzione del presente accordo, conformi alle sue disposizioni, ed in particolare il proprio regolamento interno e quello relativo ai comitati istituiti in virtù dell'articolo 19, la disciplina in materia di gestione e di funzionamento della scorta stabilizzatrice, nonché il regolamento finanziario e del personale dell'Organizzazione Nel proprio regolamento interno il Consiglio può stabilire una procedura che lo autorizzi a deliberare su problemi specifici, senza convocare una riunione

3 Il Consiglio provvede a tenere la documentazione necessaria per l'adempimento delle funzioni ad esso conferite dal presente accordo.

4 Il Consiglio pubblica una relazione annuale sull'attività dell'Organizzazione e comunica le altre informazioni che ritiene appropriate.

ARTICOLO 8

(Prestiti contratti in circostanze eccezionali)

1 Con voto speciale il Consiglio può contrarre un prestito da *fonti commerciali per coprire un disavanzo nel bilancio della scorta* stabilizzatrice o nel bilancio amministrativo, provocato dall'intervallo che intercorre tra le spese autorizzate ed i contributi richiesti. Se il prestito è causato da un ritardo nell'arrivo di un contributo da parte di un membro, i costi finanziari sopportati dal Consiglio per *detto prestito saranno sostenuti dal membro in arretrato, in aggiunta* al pagamento integrale del proprio contributo.

2. Ciascun membro, a proprio insindacabile giudizio, può decidere di versare il contributo al bilancio appropriato direttamente in contanti, invece del prestito commerciale contratto dal Consiglio per coprire la sua quota dei fondi necessari.

ARTICOLO 9

(Delega dei poteri).

1. Con voto speciale il Consiglio può delegare a quasiasi comitato istituito a norma dell'articolo 19 la facoltà di esercitare in parte o integralmente poteri che, in conformità con le disposizioni del

presente accordo, non richiedono un voto speciale da parte del Consiglio Nonostante la delega, il Consiglio può in ogni momento discutere e deliberare su qualsiasi punto eventualmente delegato a uno dei suo comitati.

2. Con voto speciale il Consiglio può revocare qualsiasi potere delegato a un comitato

ARTICOLO 10

(Cooperazione con altre organizzazioni)

1 Il Consiglio può prendere le disposizioni che ritiene opportune in materia di consultazione e di cooperazione con le Nazioni Unite e i suoi organi e istituti specializzati, nonché con le altre organizzazioni intergovernative del caso

2 Il Consiglio può anche prendere disposizioni per mantenere i contatti con le opportune organizzazioni internazionali non governative.

ARTICOLO 11

(Ammissione di osservatori)

Il Consiglio può invitare qualsiasi governo non membro, o qualsiasi organizzazione di cui all'articolo 10, a partecipare in qualità di osservatore alle riunioni del Consiglio o dei comitati istituiti a norma dell'articolo 19.

ARTICOLO 12

(Presidente e vicepresidente)

1. Il Consiglio elegge ogni anno il presidente ed il vicepresidente

2 Il presidente ed il vicepresidente vengono eletti rispettivamente tra i rappresentanti dei membri esportatori e tra i rappresentanti dei membri importatori. Le cariche si alterneranno ogni anno tra le due categorie di membri, a condizione, tuttavia, che questo principio non impedisca la loro riconferma, in circostanze eccezionali, con voto speciale del Consiglio.

3 In caso di assenza provvisoria il presidente viene sostituito dal vicepresidente In caso di assenza provvisoria del presidente e del vicepresidente, o di assenza definitiva di uno o di ambedue, il Consiglio può scegliere nuovi funzionari tra i rappresentanti dei paesi esportatori e/o tra i rappresentanti dei paesi importatori, secondo il caso, a titolo provvisorio oppure definitivo, conformemente alle necessità.

4. Né il presidente né qualsiasi altro funzionario che presieda una riunione del Consiglio, possono votare nella riunione stessa Tuttavia egli può autorizzare un altro rappresentante della stessa categoria di appartenenza ad esercitare i diritti di voto del membro che rappresenta.

ARTICOLO 13

(Direttore esecutivo, direttore della scorta ed altro personale)

1 Con voto speciale il Consiglio nomina un direttore esecutivo ed un direttore della scorta

2 Il Consiglio stabilisce i termini e le condizioni relative alla nomina del direttore esecutivo e del direttore della scorta

3 Il direttore esecutivo è il principale funzionario amministrativo dell'Organizzazione ed è responsabile di fronte al Consiglio della gestione e del funzionamento del presente accordo, in conformità delle decisioni del Consiglio.

4. Il direttore della scorta è responsabile nei confronti del direttore esecutivo e del Consiglio per le funzioni conferitegli in base al presente accordo, nonché per le funzioni supplementari eventualmente stabilite dal Consiglio. Il direttore della scorta è responsabile della gestione quotidiana della scorta stessa, ed informa il direttore esecutivo del funzionamento generale, in modo che quest'ultimo possa garantirne l'efficacia ai fini della realizzazione degli obiettivi del presente accordo.

5 Il direttore esecutivo nomina il personale in conformità dei regolamenti stabiliti dal Consiglio Il personale è responsabile di fronte al direttore esecutivo

6. Il direttore esecutivo ed il restante personale, compreso il direttore della scorta, non devono avere interessi finanziari nell'industria o nel commercio della gomma, o in attività commerciali affini.

7. Nell'adempimento dei propri doveri, il direttore esecutivo, il direttore della scorta ed il restante personale non sollecitano né accettano istruzioni da alcun membro né da alcuna autorità non appartenente al Consiglio o ad un comitato istituito a norma dell'articolo 19. Essi si astengono da ogni atto incompatibile con il loro stato di funzionari internazionali e sono responsabili unicamente di fronte al Consiglio. Tutti i membri debbono rispettare il carattere esclusivamente internazionale delle funzioni del direttore esecutivo, del direttore della scorta e degli altri funzionari, e non cercare di influenzarli nell'esecuzione dei loro compiti.

ARTICOLO 14.

(Sessioni)

1 Come regola generale, il Consiglio tiene una sessione regolare per semestre.

2 Oltre alle sessioni, in circostanze stabilite nel presente accordo, il Consiglio si riunisce in sessione speciale, per propria decisione oppure qualora ne facciano richiesta

a) il presidente del Consiglio;

b) il direttore esecutivo;

c) la maggioranza dei membri esportatori;

d) la maggioranza dei membri importatori;

e) uno o più membri esportatori che dispongano di almeno 200 voti, oppure

f) uno o più membri importatori che dispongano di almeno 200 voti.

3 Le sessioni vengono tenute nelle sedi dell'Organizzazione, a meno che il Consiglio, con voto speciale, non disponga altrimenti. Se, su invito di uno dei membri, il Consiglio non si riunisce nella sede dell'Organizzazione, il membro deve pagare i costi supplementari sostenuti dal Consiglio.

4. I membri vengono avvertiti delle sessioni e dei relativi ordini del giorno dal direttore esecutivo con un preavviso di almeno trenta giorni, tranne in casi di emergenza, quando la comunicazione deve essere inviata con almeno sette giorni di anticipo.

ARTICOLO 15

(Ripartizione dei voti)

1. I membri esportatori e quelli importatori dispongono rispettivamente di un totale di 1 000 voti.

2 Ciascun membro esportatore dispone di un voto iniziale su 1 000, tranne nel caso di un membro esportatore con esportazioni nette inferiori a 10 000 tonnellate annue. I voti rimanenti vengono ripartiti tra i membri esportatori, per quanto possibile in proporzione al volume delle rispettive esportazioni nette di gomma naturale per un periodo di cinque anni civili, a decorrere dai sei anni civili precedenti alla ripartizione dei voti, ad eccezione delle esportazioni nette di gomma naturale di Singapore che, per questo periodo, devono essere valutate al 13 per cento delle sue esportazioni totali per il periodo suddetto.

3. I voti dei membri importatori vengono ripartiti in proporzione alla media delle rispettive importazioni nette di gomma naturale nel periodo di tre anni civili, a decorrere dai quattro anni civili precedenti la ripartizione dei voti Ogni membro importatore, tuttavia, riceve un voto anche se la propria quota proporzionale di importazioni nette non raggiunge un volume sufficiente da giustificare detta procedura

4. Ai sensi dei paragrafi 2 e 3 del presente articolo, dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 28 in materia di contributi dei membri importatori e dell'articolo 39, il Consiglio, nella sua prima sessione, elabora un quadro delle esportazioni nette dei membri esportatori, nonché un quadro delle importazione nette dei membri importatori, soggetti a revisione annua in conformità del presente articolo

5. Non vi sono voti frazionari. Fatta eccezione per le disposizioni di cui al paragrafo 3 del presente articolo, ogni frazione inferiore a 0,5 sarà arrotondata per difetto, ed ogni frazione superiore o uguale a 0,5 sarà arrotondata per eccesso.

6. Il Consiglio ripartisce i voti per ciascun anno finanziario all'inizio della prima sessione dell'anno, in conformità del presente articolo Detta ripartizione rimane in vigore per il resto dell'anno, fatta eccezione per quanto disposto al paragrafo 7 del presente articolo.

7 Qualora intervenga un cambiamento della partecipazione all'Organizzazione, o qualora il diritto di voto di un membro sia sospeso o ripristinato a norma delle disposizioni del presente accordo, il Consiglio procede ad una nuova ripartizione dei voti entro la categoria o le categorie interessate, in conformità del disposto del presente articolo.

8 Qualora l'esclusione, in virtù dell'articolo 65, oppure il recesso di un membro, in applicazione degli articoli 64 e 63, provochi una riduzione ad una percentuale inferiore all'80 per cento della quota totale degli scambi dei membri restanti in una delle due categorie, il Consiglio si riunisce e decide in merito ai termini, alle condizioni e al futuro del presente accordo, considerando in particolare la necessità di mantenere un efficace funzionamento della scorta stabilizzatrice, senza imporre un eccessivo onere finanziario ai membri rimanenti.

ARTICOLO 16

(Procedura di voto)

1. Ciascun membro dispone di tutti i voti che gli sono attribuiti in sede di Consiglio, e non è autorizzato a frazionarli.

2 Con notifica scritta al presidente del Consiglio, qualsiasi membro può autorizzare un altro membro esportatore, e qualsiasi membro importatore può autorizzare un altro membro importatore a rappresentare i suoi interessi ed a esercitare i suoi diritti di voto in una sessione o in una riunione del Consiglio.

3. Un membro con delega di voto da parte di un altro membro deve *esprimere detto* voto nelle forme autorizzate

4. Un membro che si astiene viene considerato come non votante

ARTICOLO 17

(Quorum)

1. In una riunione del Consiglio il *quorum* è determinato dalla presenza della maggioranza dei membri esportatori e della maggioranza dei membri importatori, a condizione che detti membri detengano almeno due terzi dei voti totali delle rispettive categorie.

2. Qualora non si raggiunga il *quorum* in conformità del paragrafo 1 del presente articolo nel giorno stabilito per la riunione e nel giorno successivo, a decorrere dal terzo giorno il *quorum* viene determinato dalla presenza della maggioranza dei membri esportatori e della maggioranza dei membri importatori, a condizione che detti membri detengano la maggioranza dei voti totali nelle rispettive categorie

3. Viene considerata come presenza la rappresentanza in conformità del paragrafo 2 dell'articolo 16

ARTICOLO 18

(Decisioni)

1. Il Consiglio prende le proprie decisioni e formula le proprie raccomandazioni a maggioranza ripartita semplice, salvo disposizioni contrarie del presente accordo

2 Quando un membro si avvale delle disposizioni di cui all'articolo 16 e il suo voto viene espresso in una riunione del Consiglio, ai sensi del paragrafo 1 di questo articolo, detto membro viene considerato presente e votante

ARTICOLO 19

(Istituzione di comitati)

1. Vengono istituiti i seguenti comitati

a) Comitato di gestione;

b) Comitato per il funzionamento della scorta stabilizzatrice;

c) Comitato per le statistiche;

d) Comitato per le altre disposizioni

Con un voto speciale del Consiglio possono essere istituiti altri comitati.

2. Ogni comitato è responsabile di fronte al Consiglio Con voto speciale il Consiglio determina la composizione ed i compiti di ciascun comitato.

ARTICOLO 20

(Commissione di esperti)

1. Il Consiglio nomina una commissione di esperti scelti nel settore dell'industria e del commercio della gomma dei membri esportatori ed importatori.

2 La Commissione esprime pareri e fornisce assistenza al Consiglio ed ai suoi comitati, in particolare sul funzionamento della scorta stabilizzatrice e sulle altre disposizioni di cui all'articolo 44

3 Il Consiglio stabilisce la composizione, le funzioni ed il regolamento amministrativo della commissione.

CAPITOLO V - PRIVILEGI ED IMMUNITÀ

ARTICOLO 21

(Privilegi e immunità)

1. L'Organizzazione è dotata di personalità giuridica, ed in particolare dispone della capacità di contrattare, acquistare ed alienare beni mobili ed immobili; nonché di stare in giudizio.

2 Dopo l'entrata in vigore del presente accordo, l'Organizzazione prende quanto prima le iniziative necessarie per concludere un accordo (qui di seguito denominato accordo di sede) con il governo del paese in cui l'Organizzazione avrà la propria sede (qui di seguito definito governo ospite). Detto accordo dovrà vertere sullo statuto, sui privilegi e sulle immunità dell'Organizzazione, del suo direttore esecutivo, del personale e degli esperti, nonché delle delegazioni dei membri, nelle forme ritenute necessarie ai fini dell'adempimento delle rispettive funzioni.

3 In attesa della conclusione dell'accordo di sede, l'Organizzazione chiede al governo ospite di concedere, in misura conforme alla sua legislazione, l'esenzione fiscale sulle retribuzioni pagate dall'Organizzazione ai propri dipendenti, nonché sul patrimonio, sui redditi e sulle altre proprietà dell'Organizzazione.

4. L'Organizzazione può concludere con uno o più governi gli accordi in materia di eventuali privilegi ed immunità che potrebbero rivelarsi necessari per il buon funzionamento del presente accordo; detti accordi dovranno ricevere l'approvazione del Consiglio.

5 Qualora la sede dell'Organizzazione sia trasferita in un altro paese, il governo di quest'ultimo provvederà a concludere al più presto un accordo di sede con l'Organizzazione, soggetto all'approvazione del Consiglio

6 L'accordo di sede è indipendente dal presente accordo Esso scade tuttavia alle seguenti condizioni:

a) per mutuo consenso del governo ospite e dell'Organizzazione;

b) qualora la sede del 'Organizzazione sia trasferita fuori dal territorio del governo ospite, oppure

c) qualora l'Organizzazione cessi di esistere

CAPITOLO VI - CONTABILITÀ E VERIFICA DEI CONTI

ARTICOLO 22

(*Contabilità finanziaria*)

1. Per il funzionamento e la gestione del presente accordo, vengono istituti due bilanci:

a) il bilancio della scorta stabilizzatrice, e

b) il bilancio amministrativo

2. Vengono iscritte nel bilancio della scorta stabilizzatrice le seguenti entrate e spese relative alla istituzione, al funzionamento e alla gestione della scorta: contributi dei membri a norma dell'articolo 28, prestiti per il bilancio della scorta di cui all'articolo 8, rimborso del capitale e degli interessi su detti prestiti, redditi da vendite della scorta stabilizzatrice, interessi sui depositi del bilancio della scorta, costi per l'acquisto della scorta, commissioni, spese di immagazzinamento, trasporto e imballaggio, assicurazione, costi di rotazione. Con voto speciale, tuttavia, il Consiglio può iscrivere nel bilancio della scorta stabilizzatrice qualsiasi altro tipo di entrate o di spese imputabili a transazioni o operazioni sulla scorta.

3. Tutte le altre entrate e spese relative al funzionamento dell'accordo vengono iscritte nel bilancio amministrativo Tali spese vengono normalmente coperte dai contributi dei membri, valutati in conformità dell'articolo 25

4 L'Organizzazione non è responsabile delle spese delle delegazioni o degli osservatori presso il Consiglio o qualsiasi comitato creato a norma dell'articolo 19

ARTICOLO 23

(*Forme di pagamento*)

I pagamenti in contanti destinati al bilancio amministrativo o al bilancio della scorta devono essere effettuati in valute che si possono impiegare liberamente oppure in valute convertibili sui principali mercati dei cambi esteri in altre impiegabili liberamente, e devono essere esenti da restrizioni di cambio.

ARTICOLO 24

(*Verifica dei conti*)

1. Il Consiglio nomina alcuni revisori per verificare i libri contabili.

2 Un rendiconto del bilancio amministrativo e del bilancio della scorta, dopo una verifica indipendente, viene presentato ai membri, al più presto possibile, ma non prima di tre mesi dopo la chiusura di ogni anno finanziario e viene sottoposto all'approvazione del Consiglio nella sessione successiva. In seguito viene pubblicato un sommario dei conti e del bilancio verificati.

CAPITOLO VII - BILANCIO AMMINISTRATIVO

ARTICOLO 25

(*Contributi al bilancio preventivo*)

1. Nella prima sessione dopo l'entrata in vigore del presente accordo il Consiglio approva il bilancio preventivo della contabilità amministrativa per il periodo compreso tra la data di entrata in vigore ed il termine del primo anno finanziario In seguito il Consiglio deve approvare il bilancio preventivo della contabilità amministrativa per il successivo anno finanziario nella seconda metà di ciascuno anno finanziario. Il Consiglio valuta il contributo di ogni membro a tale bilancio in conformità del paragrafo 2 del presente articolo.

2. Il contributo di ciascun membro al bilancio preventivo amministrativo per ciascun anno finanziario deve rispettare la proporzione esistente tra il numero dei voti attribuiti al paese stesso al momento dell'approvazione del bilancio preventivo amministrativo per quell'anno finanziario ed il totale dei voti dei membri Nella valutazione dei contributi, i voti di ciascun membro devono essere calcolati indipendentemente dalla sospensione dei diritti di voto oppure dalla relativa nuova ripartizione dei voti

3. Il contributo iniziale al bilancio preventivo amministrativo da parte di un governo che aderisce all'accordo dopo l'entrata in vigore di quest'ultimo deve essere valutato dal Consiglio in base al numero dei voti attribuiti al paese stesso, nonché al periodo rimanente dell'anno finanziario in corso, senza però modificare la valutazione relativa agli altri membri.

ARTICOLO 26

(*Pagamento dei contributi al bilancio preventivo amministrativo*)

1 I contributi al primo bilancio preventivo amministrativo devono essere pagati ad una data fissata dal Consiglio nella prima sessione I contributi ai successivi bilanci amministrativi scadranno

il primo giorno di ciascun anno finanziario. Il contributo di un governo che aderisce all'accordo dopo l'entrata in vigore di quest'ultimo, valutato in conformità del paragrafo 3 dell'articolo 25, per l'anno finanziario in questione, scadrà ad una data da stabilirsi da parte del Consiglio.

2. Se un membro non ha versato integralmente il proprio contributo al bilancio preventivo amministrativo entro due mesi dalla scadenza in conformità del paragrafo 1 del presente articolo, il direttore esecutivo chiede al membro stesso di effettuare il pagamento nel più breve tempo possibile. Se un membro non versa il proprio contributo entro due mesi dalla richiesta del direttore esecutivo, vengono sospesi i suoi diritti di voto nell'Organizzazione, salvo diversa deliberazione del Consiglio con voto speciale. Se quattro mesi dopo detta richiesta da parte del direttore esecutivo, un membro non ha ancora pagato i propri contributi, tutti i suoi diritti a norma del presente accordo vengono sospesi dal Consiglio, salvo diversa deliberazione di quest'ultimo con voto speciale.

3 Per i contributi versati oltre il termine stabilito, il Consiglio riscuote un interesse al tasso di base del paese ospite a decorrere dalla data di scadenza dei contributi, oppure al tasso commerciale per un prestito contratto a norma dell'articolo 8, a seconda del caso.

4 Un membro, i cui diritti sono stati sospesi a norma del paragrafo 2 del presente articolo, rimane in particolare obbligato a pagare i propri contributi e a far fronte a qualsiasi eventuale obbligo finanziario in virtù del presente accordo.

CAPITOLO VIII - SCORTA STABILIZZATRICE

Articolo 27

(Volume della scorta stabilizzatrice)

Per realizzare gli obiettivi del presente accordo, viene creata una scorta stabilizzatrice internazionale, con un volume globale di 550.000 tonnellate. Ai sensi del presente accordo, la scorta rappresenta l'unico strumento di intervento sul mercato ai fini della stabilizzazione dei prezzi. Essa comprende:

a) una scorta stabilizzatrice normale di 400 000 tonnellate, e

b) una scorta stabilizzatrice di riserva di 150.000 tonnellate

Articolo 28

(Finanziamento della scorta stabilizzatrice)

1 I membri si impegnano a finanziare il costo totale della scorta stabilizzatrice internazionale di 550.000 tonnellate, istituita in virtù dell'articolo 27

2 Il finanziamento della scorta stabilizzatrice normale e della scorta di riserva viene equamente suddiviso tra le categorie dei membri esportatori ed importatori. I contributi dei membri al bilancio della scorta vengono ripartiti secondo il numero dei voti loro attribuiti in sede di Consiglio, ad eccezione di quanto disposto ai paragrafi 3 e 4 del presente articolo.

3 Un membro importatore la cui quota di importazioni nette totali, secondo la tabella istituita dal Consiglio in applicazione del paragrafo 4 dell'articolo 15, è pari o inferiore allo 0,1 per cento delle importazioni totali nette, contribuisce al bilancio della scorta nei seguenti modi:

a) se la quota di importazioni nette totali di un membro è uguale o inferiore a 0,1 per cento ma superiore a 0,05 per cento, il suo contributo sarà calcolato in base alla sua quota effettiva di importazioni nette totali;

b) se la quota di importazioni nette totali di un membro è uguale o inferiore a 0,05 per cento, il suo contributo viene valutato in base ad una quota di 0,05 per cento delle importazioni nette totali.

4 Nel periodo in cui il presente accordo è in vigore provvisoriamente, a norma del paragrafo 2 oppure della lettera *b)* del paragrafo 4 dell'articolo 61, l'impegno finanziario di ciascun membro esportatore o importatore nei confronti del bilancio della scorta stabilizzatrice non deve superare nel complesso il contributo del membro stesso, calcolato in base al numero di voti corrispondenti alle quote di percentuale, stabilite nelle tabelle redatte dal Consiglio in applicazione del paragrafo 4 dell'articolo 15, dei totali di 275.000 tonnellate che spettano rispettivamente alle categorie dei membri esportatori ed importatori. Quando l'accordo è in vigore a titolo provvisorio, gli obblighi finanziari dei membri devono essere suddivisi equamente tra le categorie degli importatori e degli esportatori. Ogniqualvolta l'impegno globale di una categoria superi quello dell'altra, il maggiore dei due importi complessivi deve essere riportato a livello del minore, riducendo i corrispondenti voti di ciascun membro proporzionalmente alle quote di voti derivate dalle tabelle stabilite dal Consiglio a norma del paragrafo 4 dell'articolo 15.

5. I costi totali della scorta stabilizzatrice normale di 400 000 tonnellate vengono finanziati con i contributi dei membri pagati in contanti al bilancio della scorta. Se del caso, detti contributi possono essere versati da opportune istituzioni dei membri interessati.

6. I costi totali della scorta stabilizzatrice di riserva di 150 000 tonnellate vengono finanziati con i contributi dei membri nelle forme seguenti:

a) prestiti in denaro liquido da fonti commerciali contratti dal Consiglio con garanzie della scorta e garanzie/impegni governativi, e/o

b) in contanti

Detti contributi, se del caso, possono essere forniti da opportune istituzioni dei membri interessati

7. La scelta tra le lettere *a*) o *b*) del paragrafo 6 del presente articolo, o di ambedue, viene lasciata alla discrezione di ciascun membro; in ogni caso il denaro liquido deve essere depositato sul conto della scorta stabilizzatrice. In caso di prestito di cui alla lettera *a*) del paragrafo 6, il valore delle garanzie della scorta, calcolato in proporzione al valore della scorta stabilizzatrice del momento, non deve superare la quota proporzionale di voti dei membri stessi nel Consiglio. I membri a nome dei quali il Consiglio ha contratto prestiti commerciali di cui alla lettera *a*) del paragrafo 6 sono responsabili dei rispettivi impegni derivanti da detti prestiti.

8. I costi totali della scorta stabilizzatrice internazionale di 550 000 tonnellate vengono pagati sul conto della scorta e includono tutte le spese relative all'acquisto ed alla gestione della scorta stessa. Qualora il costo previsto di cui all'allegato C del presente accordo sia inferiore al costo totale relativo all'acquisto ed alla gestione della scorta, il Consiglio si riunisce e prende le disposizioni necessarie per chiedere i contributi necessari per coprire questi costi secondo le quote percentuali dei voti

ARTICOLO 29

(*Pagamento di contributi al bilancio della scorta*)

1. Un contributo iniziale in contanti al bilancio della scorta, pari a 70 milioni di ringgit malesi, viene suddiviso fra tutti i membri secondo le loro quote percentuali di voti in applicazione del paragrafo 3 dell'articolo 28. Detto contributo viene richiesto non appena il direttore esecutivo è stato informato da tutti i membri della rispettiva disponibilità a far fronte agli impegni finanziari, entro diciotto mesi a decorrere dalla data dell'entrata in vigore provvisoria del presente accordo Questi contributi iniziali diventano esigibili 45 giorni dopo la richista del direttore esecutivo.

2. Il direttore esecutivo può richiedere i contributi in qualsiasi momento, a condizione che il direttore della scorta attesti che detti fondi sono necessari per il bilancio della scorta nei successivi quattro mesi.

3. Un contributo richiesto deve essere pagato dai membri entro 30 giorni a decorrere dalla data della notifica. Su richiesta di un membro o di più membri che rappresentano 200 voti nel Consiglio, quest'ultimo si riunisce in sessione speciale e può modificare o disapprovare la richiesta in base ad una valutazione dei fondi necessari per far fronte al funzionamento della scorta nei successivi tre mesi. Se il Consiglio non riesce a prendere una decisione, i membri devono pagare i contributi in conformità della decisione del direttore esecutivo

4 I contributi richiesti per la scorta stabilizzatrice normale e per quella di riserva vengono valutati al prezzo limite di azione minimo in vigore al momento in cui vengono richiesti detti contributi

5 La richiesta di contributi destinati alla scorta di riserva segue la seguente procedura:

a) al momento della revisione effettuata a 300 000 tonnellate, di cui all'articolo 32, il Consiglio:

i) riceve una dichiarazione da parte di tutti i membri sul metodo con il quale intendono finanziare la propria quota della scorta stabilizzatrice di riserva in applicazione dell'articolo 28, e

ii) prende tutti i provvedimenti di carattere finanziario e di altro tipo necessari per l'immediata entrata in funzione della scorta stabilizzatrice di riserva, compresa la richiesta di fondi, se del caso;

b) al momento della revisione effettuata a 400.000 tonnellate, di cui all'articolo 28, il Consiglio controlla che siano rispettate le seguenti due condizioni:

i) tutti i membri hanno provveduto al finanziamento della rispettiva quota della scorta stabilizzatrice di riserva, e

ii) è stato fatto ricorso alla scorta stabilizzatrice di riserva, che è in grado di intervenire ai sensi dell'articolo 31.

ARTICOLO 30

(*Gamma dei prezzi*)

1 Per le operazioni della scorta stabilizzatrice vengono fissati i seguenti prezzi:

a) prezzo di riferimento;

b) prezzo minimo di intervento;

c) prezzo massimo di intervento;

d) prezzo limite di azione minimo;

e) prezzo limite di azione massimo;

f) prezzo indicativo minimo;

g) prezzo indicativo massimo

2 Al momento dell'entrata in vigore del presente accordo, il prezzo di riferimento viene stabilito inizialmente a 210 centesimi malesi o di Singapore per chilogrammo. Esso è soggetto a riesame e sarà riveduto in conformità della sezione A dell'articolo 32.

3 Il prezzo di intervento massimo ed il prezzo di intervento minimo saranno rispettivamente calcolati ad un livello superiore ed inferiore al 15 per cento del prezzo di riferimento, salvo diversa decisione del Consiglio con voto speciale.

4. *Il prezzo limite* di azione massimo e minimo verrà calcolato rispettivamente ad un livello superiore e inferiore al 20 per cento del prezzo di riferimento, a meno che il Consiglio non decida altrimenti con voto speciale.

5 I prezzi calcolati in conformità dei paragrafi 3 e 4 del presente articolo vengono arrotondati alla frazione di centesimo.

6 Salvo diversa disposizione del presente accordo, nei primi trenta mesi successivi all'entrata in vigore del presente accordo, il prezzo indicativo minimo sarà di 150 centesimi malesi o di Singapore per chilogrammo ed il prezzo indicativo massimo corrisponderà a 270 centesimi malesi o di Singapore per chilogrammo.

Articolo 31

(*Gestione della scorta stabilizzatrice*)

1 Se, rispetto alla gamma dei prezzi stabilita all'articolo 30, o successivamente riveduta in conformità degli articoli 32 e 40, il prezzo indicatore di mercato di cui all'articolo 33,

a) è pari o superiore al prezzo limite di azione massimo, il direttore della scorta deve difendere il prezzo limite di azione massimo offrendo in vendita gomma naturale, finché il prezzo indicatore di mercato non risulti inferiore al prezzo limite di azione massimo;

b) supera il prezzo di intervento massimo, il direttore della scorta può vendere gomma naturale in difesa del prezzo limite di azione massimo;

c) è pari al prezzo di intervento massimo o minimo, o a un livello intermedio, il direttore della scorta non deve acquistare o vendere gomma naturale, tranne che per far fronte alle responsabilità per la rotazione di cui all'articolo 36;

d) è inferiore al prezzo di intervento minimo, il direttore della scorta può acquistare gomma naturale in difesa del prezzo limite di azione minimo;

e) è pari o inferiore al prezzo limite di azione minimo, il direttore della scorta stabilizzatrice deve difendere il prezzo limite di azione minimo offrendo di comprare gomma naturale, finché il prezzo indicatore di mercato non superi il prezzo limite di azione minimo.

2 Quando le vendite o gli acquisti per la scorta stabilizzatrice raggiungono il livello di 400 000 tonnellate il Consiglio decide, con voto speciale, sull'opportunità di rendere operante la scorta stabilizzatrice di riserva alle seguenti condizioni

a) al prezzo limite di azione minimo o massimo, oppure

b) ad ogni prezzo compreso tra il prezzo limite di azione minimo ed il prezzo indicativo minimo, oppure tra il prezzo limite di azione massimo ed il prezzo indicativo massimo.

3 Salvo diversa decisione del Consiglio, formulata con voto speciale, a norma del paragrafo 2 del presente articolo, il direttore della scorta deve usare la scorta stabilizzatrice di riserva per difendere il prezzo indicativo minimo rendendo operativa la scorta di riserva quando il prezzo indicatore di mercato raggiunge un livello *intermedio tra il prezzo indicativo minimo e il prezzo di azione minimo*, nonché per difendere il prezzo indicativo massimo rendendo operativa la scorta stabilizzatrice di riserva quando il prezzo indicatore di mercato si trova ad un livello intermedio tra il prezzo indicativo massimo ed il prezzo limite di azione massimo.

4. Devono essere utilizzati pienamente tutti i mezzi della scorta stabilizzatrice, compresa la scorta normale e quella di riserva, per evitare che il prezzo indicatore di mercato scenda ad un livello inferiore al prezzo indicativo minimo o superi il prezzo indicativo massimo.

5 Gli acquisti e le vendite trattate dal direttore della scorta devono essere effettuati tramite i mercati tradizionali ai prezzi correnti, e tutte le sue transazioni devono comportare la materiale fornitura della gomma entro un termine non superiore ai tre mesi civili.

6 Per facilitare la gestione della scorta stabilizzatrice, il Consiglio istituisce filiali ed altri servizi dell'ufficio del direttore della scorta, se necessario, sui tradizionali mercati della gomma e nelle sedi di magazzini riconosciuti.

7 Il direttore della scorta prepara un resoconto mensile sulle transazioni e sulla situazione finanziaria del bilancio della scorta stabilizzatrice Sessanta giorni dopo la fine di ogni mese, la relativa relazione sarà trasmessa ai membri.

8. Le informazioni sulle transazioni relative alla scorta devono comprendere le quantità, i prezzi, i tipi, i livelli ed i mercati di tutte le operazioni, comprese le rotazioni effettuate I dati sulla situazione finanziaria del bilancio della scorta devono includere inoltre i tassi di interesse, i termini e le condizioni relativi ai depositi ed a prestiti, le valute trattate e le altre informazioni pertinenti sulle voci di cui al paragrafo 2 dell'articolo 22.

Articolo 32

(*Esame e revisione della gamma dei prezzi*)

A *Prezzo di riferimento*

1. L'esame e la revisione del prezzo di riferimento devono basarsi sulle tendenze di mercato e/o sulle variazioni nette delle scorte, subordinatamente alle disposizioni di questa sezione del presente articolo. Il prezzo di riferimento sarà sottoposto a revisione da

parte del Consiglio ad intervalli di diciotto mesi dopo l'entrata in vigore del presente accordo.

a) Se la media dei prezzi indicatori di mercato giornalieri nel semestre precedente alla revisione si trova al medesimo livello del prezzo d'intervento massimo, del prezzo di intervento minimo o è compresa tra questi due prezzi, il prezzo di riferimento non deve essere modificato

b) Se la media dei prezzi indicatori di mercato giornalieri nel semestre precedente alla revisione si trova ad un livello inferiore al prezzo di intervento minimo, il prezzo di riferimento sarà automaticamente diminuito del 5 per cento rispetto al suo livello al momento della revisione, a meno che il Consiglio, con voto speciale, decida di ridurlo di una percentuale differente.

c) Se la media dei prezzi indicatori di mercato giornalieri nel semestre precedente alla revisione è superiore al prezzo di intervento massimo, il prezzo di riferimento sarà aumentato automaticamente del 5 per cento rispetto al suo livello al momento della revisione, a meno che il Consiglio, con voto speciale, non decida di aumentarlo di una percentuale differente.

2 Se, dopo l'ultima valutazione a norma del presente paragrafo, o dopo l'entrata in vigore del presente accordo, si verifica una variazione netta della scorta stabilizzatrice pari a 100 000 tonnellate, il direttore esecutivo convoca una sessione speciale del Consiglio per valutare la situazione. Il Consiglio, con voto speciale, può decidere di prendere le misure adeguate, tra cui:

a) sospensione delle operazioni relative alla scorta stabilizzatrice;

b) modifica del tasso di acquisto o di vendita della scorta;

c) revisione del prezzo di riferimento

3. Se si sono verificati acquisti o vendite della scorta stabilizzatrice per 300 000 tonnellate a decorrere: *a)* dall'entrata in vigore del presente accordo, *b)* dall'ultima revisione a norma del presente paragrafo, oppure *c)* dall'ultima revisione a norma del paragrafo 2 del presente articolo, in base alla situazione più recente, il prezzo di riferimento deve essere diminuito o aumentato, rispettivamente, del 3 per cento rispetto al livello del momento, a meno che il Consiglio con voto speciale decida di aumentarlo o di diminuirlo, rispettivamente, di una diversa percentuale.

4 Qualsiasi adeguamento del prezzo di riferimento, qualunque ne sia la ragione, non deve essere tale da consentire ai prezzi limite di azione di infrangere i prezzi indicativi massimi o minimi

B *Prezzi indicativi*

5 Il Consiglio, con voto speciale, può modificare i prezzi indicativi massimi e minimi durante le revisioni di cui alla presente sezone di questo articolo

6. Il Consiglio provvede ad armonizzare qualsiasi revisione dei prezzi indicativi con l'evoluzione delle tendenze e della situazione del mercato. A questo proposito, il Consiglio deve prendere in considerazione le tendenze relative ai prezzi, al consumo, all'approvvigionamento, ai costi di produzione ed alle scorte nel settore della gomma naturale, nonché la quantità di gomma naturale della scorta stabilizzatrice e la situazione finanziaria del relativo bilancio.

7 I prezzi indicativi minimi e massimi sono soggetti a revisione nei seguenti casi:

a) ad intervalli di trenta mesi dopo l'entrata in vigore del presente accordo;

b) in circostanze eccezionali, su richiesta di uno o più membri che rappresentino almeno 200 voti in sede di Consiglio, e

c) quando il prezzo di riferimento è stato *i)* ridotto dopo l'ultima revisione del prezzo indicativo minimo o l'entrata in vigore del presente accordo, oppure *ii)* aumentato dopo l'ultima revisione del prezzo indicativo massimo o l'entrata in vigore del presente accordo, di una percentuale di almeno il 3 per cento di cui al paragrafo 3 del presente articolo e di almeno il 5 per cento di cui al paragrafo 1 del presente articolo, o di almeno la stessa percentuale in applicazione dei paragrafi 1, 2 e/o 3 del presente articolo, a condizione che la media del prezzo indicatore di mercato giornaliero nei sessanta giorni successivi all'ultima revisione del prezzo di riferimento sia rispettivamente inferiore al prezzo di intervento minimo o superiore al prezzo di intervento massimo.

8 In deroga ai paragrafi 5, 6 e 7 del presente articolo, il prezzo indicativo massimo o minimo non viene aumentato se la media dei prezzi indicatori di mercato giornalieri nel semestre precedente alla revisione della gamma dei prezzi, in applicazione del presente articolo, è inferiore al prezzo di riferimento Analogamente, il prezzo indicativo massimo o minimo non deve essere diminuito se la media dei prezzi indicatori di mercato giornalieri nel semestre precedente alla revisione della gamma dei prezzi, a norma del presente articolo, è superiore al prezzo di riferimento

ARTICOLO 33

(*Prezzo indicatore di mercato*)

1 Il prezzo indicatore di mercato giornaliero è costituito dalla media ponderata e composta, registrata sul mercato della gomma naturale, dei prezzi ufficiali giornalieri nel mese in corso sui mercati di Kuala Lumpur, Londra, New York e Singapore. Inizialmente il prezzo indicatore di mercato giornaliero comprende diversi tipi RSS 1, RSS 3 e TSR 20 e la loro ponderazione deve essere uguale. Tutte le quotazioni devono essere convertite in valori FOB porti di Malaysia e Singapore nelle valute malesi e di Singapore.

2. Le ponderazioni relative alla composizione tipo/grado, nonché il metodo di valutazione del prezzo di mercato indicatore giornaliero sono soggetti a revisione e possono essere modificati dal Consiglio con voto speciale affinché riflettano il mercato della gomma naturale.

3. Il prezzo indicatore di mercato deve essere calcolato ad un valore superiore, pari o inferiore ai livelli dei prezzi di cui al presente accordo, se la media dei prezzi indicatori di mercato giornalieri registrata negli ultimi cinque giorni di mercato è superiore, pari o inferiore a detti livelli di prezzi.

ARTICOLO 34

(Composizione delle scorte stabilizzatrici)

1. Nella prima sessione dopo l'entrata in vigore del presente accordo, il Consiglio deve definire i gradi ed i tipi riconosciuti a livello internazionale relativi ai fogli affumicatı rigati, nonché alle qualità di gomma specifiche da inserire nella scorta stabilizzatrice. a condizione che siano soddisfatti i seguenti criteri:

a) il grado ed il tipo inferiore di gomma naturale autorizzata da inserire nella scorta stabilizzatrice deve essere RSS 3 e TSR 20, e

b) devono essere citati tutti i gradi e tipi autorizzati in applicazione della lettera *a)* del presente paragrafo, che rappresentano almeno il 3 per cento degli scambi internazionali del precedente anno civile nel settore della gomma naturale.

2. Se necessario, con voto speciale, il Consiglio può modificare detti criteri e/o ı tipi/gradi scelti, in modo che la composizione della scorta stabilizzatrice corrisponda all'evoluzione della situazione del mercato, agli obiettivi di stabilizzazione del presente accordo, nonché all'esigenza di mantenere ad un alto livello commerciale la qualità della scorta stabilizzatrice

3. Nel promuovere gli obiettivi di stabilizzazione del presente accordo, il direttore della scorta deve fare in modo che la composizione della scorta stabilizzatrice rifletta la struttura delle esportazioni e delle importazioni nel settore della gomma naturale.

4 Con voto speciale, il Consiglio può ordinare al direttore della scorta di modificare la composizione della scorta stessa, se questa misura è necessaria ai fini della stabilizzazione dei prezzi.

ARTICOLO 35

(Ubicazione delle scorte stabilizzatrici)

1 L'ubicazione delle scorte stabilizzatrici deve consentire un funzionamento economico ed efficiente sul piano commerciale In base a questo principio, le scorte stabilizzatrici devono essere situate nel territorio dei membri esportatori ed importatori. La distribuzione delle scorte stabilizzatrici tra i membri deve essere effettuata in modo tale da raggiungere gli obiettivi di stabilizzazione del presente accordo con costi minimi.

2. Per mantenere un alto livello di qualità commerciale, le scorte stabilizzatrici devono essere depositate unicamente in magazzini approvati, in base a criteri da definire da parte del Consiglio.

3. Dopo l'entrata in vigore del presente accordo, il Consiglio deve compilare ed approvare un elenco di magazzini, ınsieme alle norme necessarie per il loro impiego, e deve sottoporre detto elenco ad una revisione periodica

4 Il Consiglio deve inoltre rivedere periodicamente l'ubicazione delle scorte stabilizzatrici e, con un voto speciale, può imporre al direttore della scorta di trasferire le scorte stesse, ai fini di un funzionamento economico ed efficiente sul piano commerciale.

ARTICOLO 36.

(Rotazione delle scorte stabilizzatrici)

Il direttore della scorta deve acquistare e mantenere tutte le riserve stabilizzatrici ad un alto livello commerciale di qualità Pertanto egli deve provvedere alla rotazione della gomma naturale depositata nelle scorte stabilizzatrıci, se necessario per mantenere tali livelli, tenendo opportunamente conto del costo di detta rotazione, nonché alla sua incidenza sulla stabilıtà del mercato. I costi della rotazione vengono iscritti nel bilancio della scorta.

ARTICOLO 37

(Limitazione o sospensione delle operazioni relative alla scorta stabilizzatrice).

1. In deroga all'articolo 31, il Consiglio, se riunito in sessione, può limitare o sospendere con voto speciale le operazioni della scorta stabilizzatrice, se ritiene che l'adempimento degli obblighi attribuiti da detto articolo al direttore della scorta non consenta di raggiungere gli obiettivi del presente accordo.

2. Se il Consiglio non è riunito in sessione, il direttore esecutivo, previa consultazione del presidente, può limıtare o sospendere le operazioni della scorta stabilizzatrice, se ritiene che l'adempimento degli obblighi imposti dall'articolo 31 al direttore della scorta non consenta di raggiungere gli obiettivi del presente accordo.

3 Immediatamente dopo la decisione di limitare o di sospendere le operazioni della scorta stabilizzatrice in conformità del paragrafo 2 del presente articolo, il direttore esecutivo convoca una

sessione del Consiglio per esaminare detta decisione. In deroga alle disposizioni del paragrafo 4 dell'articolo 14, il Consiglio si riunisce entro sette giorni dalla data della restrizione o della sospensione e, con voto speciale, conferma o annulla detta restrizione o sospensione. Se il Consiglio non giunge ad una decisione durante questa sessione, le operazioni della scorta stabilizzatrice vengono riprese, senza imporre alcuna restrizione in virtù del presente articolo.

ARTICOLO 38

(Penalità relative ai contributi al bilancio della scorta stabilizzatrice)

1 Qualora non adempia all'obbligo di contribuire al bilancio della scorta stabilizzatrice entro la data di scadenza dei contributi richiesti, un membro viene considerato in arretrato. Un membro in arretrato di 60 giorni e oltre non viene considerato tale ai fini del voto sui problemi di cui al paragrafo 2 del presente articolo.

2 In sede di Consiglio vengono sospesi i diritti di voto e di altro tipo di un membro in arretrato di 60 giorni e oltre, a norma del paragrafo 1 del presente articolo, salvo diversa decisione del Consiglio con voto speciale

3 Un membro in arretrato deve sostenere l'onere degli interessi al tasso di base del paese ospite a decorrere dal giorno di scadenza dei pagamenti Qualora gli arretrati vengano coperti da prestiti del Consiglio ai sensi dell'articolo 8, il membro in arretrato deve sostenere l'onere dei costi di interesse derivanti da detto prestito. Gli altri membri importatori e esportatori possono coprire gli arretrati su base volontaria.

4. Qualora venga effettuato il pagamento in arretrato con soddisfazione del Consiglio vengono ripristinati i diritti di voto e di altro tipo del membro interessato. Se gli arretrati sono stati anticipati da altri membri, questi ultimi devono essere rimborsati integralmente

ARTICOLO 39

(Adeguamenti dei contributi al bilancio della scorta stabilizzatrice)

1 Al momento della ripartizione dei voti, nella prima sessione di ogni anno finanziario, il Consiglio provvede ad apportare i necessari adeguamenti al contributo di ciascun membro al bilancio della scorta stabilizzatrice in applicazione delle disposizioni del presente articolo. Il direttore esecutivo deve quindi stabilire quanto segue:

a) il contributo netto di ciascun membro, calcolato sottraendo i rimborsi dei contributi dovutigli in conformità del paragrafo 2 del presente articolo dalla somma di tutti i contributi pagati dal membro stesso a decorrere dall'entrata in vigore del presente accordo;

b) il totale netto dei contributi rappresentato dalla somma dei contributi netti di tutti i membri;

c) il contributo netto riveduto di ciascun membro, ottenuto dividendo il totale netto dei contributi tra i membri in base alla quota di voti riveduta di ciascun membro in sede di Consiglio, in conformità dell'articolo 15, fatto salvo il paragrafo 3 dell'articolo 28, purché la quota di voti di ciascun membro, ai fini del presente articolo, venga calcolata indipendentemente dalla sospensione dei diritti di voto di un membro o dalla corrispondente ripartizione dei voti.

Quando il contributo netto di un membro supera il suo contributo netto riveduto, la differenza deve essere rimborsata dal bilancio della scorta stabilizzatrice Quando invece il contributo netto è inferiore al contributo netto riveduto di un membro, quest'ultimo deve pagare la differenza al bilancio della scorta.

2. Se il Consiglio, in considerazione dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 29, riscontra un'eccedenza di contributi netti rispetto ai fondi richiesti per finanziare le operazioni della scorta stabilizzatrice nei quattro mesi successivi, detti contributi netti eccedentari, detratti quelli iniziali, devono essere rimborsati dal Consiglio, a meno che quest'ultimo non decida con voto speciale di non effettuare detto rimborso o di corrispondere un importo inferiore. Le quote dell'importo da rimborsare dovute ai membri sono proporzionali ai rispettivi contributi netti in contanti.

3. Su richiesta di un membro, il rimborso a cui ha diritto può essere trattenuto nel bilancio della scorta stabilizzatrice. Se un membro decide di mantenere il proprio rimborso in bilancio, l'importo gli sarà accreditato per eventuali contributi supplementari chiesti in conformità dell'articolo 29

4. Il direttore esecutivo informa immediatamente i membri di eventuali pagamenti o rimborsi derivanti dagli adeguamenti apportati in conformità dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo Detti pagamenti da parte dei membri od i rimborsi ad essi dovuti devono essere effettuati entro 60 giorni a decorrere dalla data della notifica da parte del direttore esecutivo.

5 Qualora l'importo in contanti del conto della scorta stabilizzatrice, dopo l'eventuale rimborso dei prestiti, superi il valore del totale dei contributi netti pagati dai membri, detti fondi in eccedenza devono essere distribuiti al momento della scadenza del presente accordo.

ARTICOLO 40

(Scorta stabilizzatrice e modifiche dei tassi di cambio)

1. Qualora il tasso di cambio tra il ringgit malese/dollaro di Singapore e le valute dei principali esportatori ed importatori di gomma naturale cambi in modo tale da influenzare in modo signi-

ficativo il funzionamento della scorta stabilizzatrice, il direttore esecutivo, a norma dell'articolo 37, oppure i membri, in conformità dell'articolo 14, possono chiedere la convocazione di una sessione speciale del Consiglio. Il Consiglio si riunisce entro dieci giorni per confermare od annullare disposizioni già emanate dal direttore esecutivo in virtù dell'articolo 37, e può decidere con voto speciale di prendere gli adeguati provvedimenti, compresa la possibilità di rivedere la gamma dei prezzi, secondo i princìpi di cui ai primi capoversi dei paragrafi 1 e 6 dell'articolo 32.

2. Con voto speciale il Consiglio può stabilire una procedura per determinare una notevole variazione nelle parità di dette valute, unicamente al fine di una tempestiva convocazione del Consiglio.

3 Qualora tra il ringgit malese e il dollaro di Singapore si verifichi una divergenza tale da influenzare in modo significativo il funzionamento della scorta stabilizzatrice, il Consiglio si riunisce per esaminare la situazione e considerare la possibilità di impiegare un'unica valuta

Articolo 41

(Procedure di liquidazione relative al bilancio della scorta stabilizzatrice)

1 Al momento della scadenza del presente accordo, il direttore della scorta provvede a valutare il totale delle spese relative alla liquidazione o al trasferimento ad un nuovo accordo internazionale sulla gomma naturale dell'attivo del bilancio della scorta stabilizzatrice, in conformità del presente articolo, e riserva detto importo in un conto separato. Se il saldo è insufficiente il direttore della scorta vende una quantità di gomma naturale della scorta stabilizzatrice sufficiente a fornire la somma supplementare richiesta

2. La quota di ogni membro nel bilancio della scorta stabilizzatrice viene calcolata come segue:

a) il valore della scorta stabilizzatrice corrisponde al valore del quantitativo totale di gomma naturale di ciascun tipo/grado, calcolata in base al livello inferiore dei prezzi correnti dei rispettivi tipi/gradi, registrati sui mercati di cui all'articolo 33 nei trenta giorni di mercato precedenti la data di scadenza del presente accordo;

b) il valore del bilancio della scorta stabilizzatrice corrisponde al valore della scorta stessa, oltre al saldo in contanti alla data di scadenza del presente accordo, al netto di ogni importo di riserva di cui al paragrafo 1 del presente articolo;

c) il contributo netto di ogni membro corrisponde alla somma dei suoi contributi effettuati per la durata del presente accordo, al netto di tutti i rimborsi di cui all'articolo 39;

d) se il valore del bilancio della scorta stabilizzatrice è superiore o inferiore al totale dei contributi netti, l'eccedenza o il disavanzo, secondo i casi, devono essere distribuiti tra i membri in proporzione alla quota del contributo netto di ciascun membro calcolata in base alla ponderazione temporale a norma del presente accordo;

e) la quota di ciascun membro nel bilancio della scorta stabilizzatrice deve comprendere il contributo netto, ridotto o aumentato delle proprie quote in disavanzo o in eccedenza nel bilancio della scorta stabilizzatrice, e diminuito della sua quota di eventuale passivo dovuta a prestiti insoluti contratti dal Consiglio a nome di detto membro.

3 Se il presente accordo viene immediatamente sostituito da un nuovo accordo internazionale sulla gomma naturale, il Consiglio, con voto speciale, approva le procedure necessarie per trasferire adeguatamente nel nuovo accordo, secondo le norme ivi contenute, le quote del bilancio della scorta stabilizzatrice dei membri che intendono partecipare al nuovo accordo. I membri che non desiderano partecipare al nuovo accordo hanno diritto al rimborso della propria quota:

a) dai fondi liquidi disponibili in proporzione alla sua quota percentuale sul totale dei contributi netti al bilancio della scorta stabilizzatrice, entro due mesi; e

b) dai proventi netti ottenuti dalla cessione della riserva stabilizzatrice, per mezzo di normali vendite o di trasferimento al nuovo accordo internazionale sulla gomma naturale a prezzi di mercato correnti, operazione da concludere entro dodici mesi;

a meno che il Consiglio, con voto speciale, non decida di aumentare i pagamenti a norma della lettera *a*) del presente paragrafo

4 Se il presente accordo scade senza essere sostituito da un nuovo accordo internazionale sulla gomma naturale dotato di una scorta stabilizzatrice, il Consiglio, con voto speciale, approva le procedure volte a disciplinare una regolare cessione della scorta stabilizzatrice entro il periodo massimo di cui al paragrafo 7 dell'articolo 67, fatte salve le seguenti condizioni:

a) non devono essere effettuati altri acquisti di gomma naturale;

b) l'Organizzazione non deve sostenere nuove spese, ad eccezione di quelle necessarie per esaurire la scorta stabilizzatrice

5 Fatta salva la possibilità offerta ai membri di ritirare la propria quota di gomma naturale in conformità del paragrafo 6 del presente articolo, il saldo in contanti del bilancio della scorta stabilizzatrice deve essere distribuito ai membri in proporzione alle rispettive quote, determinate ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo.

6 In sostituzione parziale o globale del pagamento in contanti, i membri possono scegliere di ritirare la propria quota nelle disponibilità di bilancio della scorta stabilizzatrice in forma di gomma naturale, secondo le procedure approvate dal Consiglio.

7 Il Consiglio approva le opportune procedure in materia di adeguamento e di pagamento delle quote dei membri nel bilancio della scorta stabilizzatrice. Detti adeguamenti intervengono nei seguenti casi:

a) un'eventuale discrepanza tra il prezzo della gomma naturale di cui alla lettera *a)* del paragrafo 2 del presente articolo e i prezzi ai quali la scorta stabilizzatrice è venduta in parte o globalmente, secondo le procedure relative alla cessione della scorta stessa;

b) la differenza tra le spese di liquidazione previste e quelle effettive.

8 Entro i trenta giorni successivi alle operazioni finali del bilancio della scorta stabilizzatrice, il Consiglio si riunisce per procedere alla liquidazione definitiva dei conti tra i membri entro i trenta giorni successivi.

CAPITOLO IX – RAPPORTI CON IL FONDO COMUNE

ARTICOLO 42

(*Rapporti con il Fondo comune*)

Al momento dell'entrata in funzione del Fondo comune, il Consiglio trarrà il massimo vantaggio dalle strutture di quest'ultimo, secondo i principi qui esposti. A questo scopo il Consiglio provvede a negoziare con il Fondo comune i termini e le modalità reciprocamente accettabili ai fini di un accordo di associazione da sottoscrivere con il Fondo comune.

CAPITOLO X – DISPOSIZIONI IN MATERIA DI APPROVVIGIONAMENTO

ARTICOLO 43

(*Disponibilità dell'approvvigionamento*)

1 I membri esportatori si impegnano per quanto possibile ad attuare politiche e programmi in grado di assicurare ai consumatori la continua disponibilità degli approvvigionamenti di gomma naturale.

2. I membri esportatori continuano gli sforzi per migliorare la gomma naturale, nonché per ottenere l'uniformità nelle norme qualitative e nella presentazione del prodotto, secondo le tendenze tecnologiche e di mercato.

3 In caso di potenziale scarsità di gomma naturale, il Consiglio può raccomandare ai membri interessati di prendere le misure opportune per aumentare nel modo più rapido possibile le forniture di gomma naturale

ARTICOLO 44

(*Altri provvedimenti*)

1. Al fine di realizzare gli obiettivi del presente accordo, il Consiglio individua e propone le opportune disposizioni e le tecniche volte a promuovere lo sviluppo dell'economia della gomma naturale da parte dei membri produttori per mezzo dell'espansione e del miglioramento della produzione, della produttività e della commercializzazione, aumentando quindi i proventi dell'esportazione dei membri produttori e contemporaneamente ottenendo maggiore sicurezza di approvvigionamento.

2. A questo scopo, il comitato per gli altri provvedimenti avvia analisi economiche e tecniche per definire i seguenti punti:

a) programmi di ricerca e di sviluppo nel settore della gomma naturale e progetti a vantaggio dei membri esportatori e importatori, compresa la ricerca scientifica in settori specifici;

b) programmi e progetti volti a migliorare la produttività dell'industria della gomma naturale;

c) mezzi per migliorare la qualità delle forniture di gomma naturale e per ottenere uniformità nelle norme qualitative e nella presentazione del prodotto; e

d) metodi per migliorare la trasformazione, la commercializzazione e la distribuzione della gomma naturale allo stato grezzo

3 Il Consiglio esamina gli aspetti finanziari di dette disposizioni e tecniche e cerca di promuovere e facilitare la procedura per ottenere adeguate risorse finanziarie, se del caso, da fonti quali istituti finanziari internazionali e il secondo bilancio del Fondo comune, una volta istituito.

4 Se del caso il Consiglio può formulare raccomandazioni ai membri, a istituti internazionali, nonché ad altre organizzazioni per promuovere l'attuazione delle misure specifiche a norma del presente articolo.

5 Il comitato per gli altri provvedimenti esamina periodicamente l'andamento delle disposizioni che il Consiglio decide di promuovere e raccomandare e presenta al Consiglio la relativa relazione.

CAPITOLO XI - CONSULTAZIONI IN MATERIA DI POLITICA INTERNA

ARTICOLO 45

(Consultazioni)

Su richiesta di uno dei membri, il Consiglio si consulta sulle politiche governative che riguardano direttamente l'offerta e la domanda nel settore della gomma naturale. Il Consiglio può sottoporre le proprie raccomandazioni all'esame dei membri.

CAPITOLO XII - STATISTICHE, STUDI E INFORMAZIONI

ARTICOLO 46.

(Statistiche e informazioni)

1 Il Consiglio raccoglie, confronta e, se del caso, pubblica le informazioni statistiche sulla gomma naturale e sui settori affini necessarie al buon funzionamento del presente accordo

2. I membri forniscono al Consiglio sollecitamente e con la massima ampiezza i dati disponibili sulla produzione, sul consumo e sugli scambi internazionali di gomma naturale, secondo le categorie specifiche.

3 Il Consiglio può chiedere inoltre ai membri di fornire altre informazioni, comprese quelle su settori affini, eventualmente necessarie al buon funzionamento del presente accordo

4 I membri devono fornire le suddette statistiche ed informazioni entro un termine ragionevole con la massima ampiezza, compatibilmente con la rispettiva legislazione nazionale

5 Il Consiglio stabilisce stretti rapporti con le adeguate organizzazioni internazionali, compreso il gruppo di studio internazionale sulla gomma e con le borse di prodotti di base per garantire la disponibilità di dati recenti e sicuri relativi a produzione, consumo, scorte, scambi internazionali e prezzi della gomma naturale, nonché ad altri settori che influenzano la domanda e l'offerta del settore

6. Il Consiglio cerca di evitare che le informazioni pubblicate possano pregiudicare il carattere riservato delle funzioni di persone o società che producono, trasformano o commercializzano la gomma naturale o prodotti affini

ARTICOLO 47

(Valutazione annuale, stime e studi)

1 Il Consiglio prepara e pubblica una valutazione annuale sulla situazione mondiale della gomma naturale e dei settori affini, alla luce delle informazioni fornite dai membri e da tutte le organizzazioni intergovernative e internazionali interessate

2 Almeno una volta ogni sei mesi, il Consiglio valuta inoltre la produzione, il consumo, le esportazioni e le importazioni di gomma naturale di tutti i tipi e qualità per i sei mesi successivi e informa i membri delle stime effettuate.

3. Il Consiglio provvede (oppure prende gli opportuni accordi in proposito) ad effettuare studi sulle tendenze nei settori della produzione, del consumo, degli scambi, della commercializzazione e dei prezzi della gomma naturale, nonché sui problemi a breve e a lungo termine dell'economia mondiale nel settore

ARTICOLO 48.

(Esame annuale)

1 Il Consiglio effettua annualmente un esame del funzionamento dell'accordo alla luce degli obiettivi di cui all'articolo 1 e ne comunica i risultati ai membri

2. Il Consiglio può quindi formulare raccomandazioni dirette ai membri e prendere successivamente le misure di sua competenza per migliorare l'efficacia del funzionamento del presente accordo.

CAPITOLO XIII - VARIE

ARTICOLO 49

(Obblighi generali dei membri)

1. Per la durata del presente accordo i membri si odeperano e collaborano alla realizzazione degli obiettivi del presente accordo, e non prendono iniziative contrarie a detti obiettivi

2 In particolare i membri tentano di migliorare le condizioni dell'economia della gomma naturale e di favorire la produzione e l'impiego di detto prodotto per promuovere la crescita e la modernizzazione dell'economia del settore a vantaggio reciproco dei produttori e dei consumatori.

3. I membri accettano come vincolanti tutte le decisioni del Consiglio a norma del presente accordo e non mettono in atto disposizioni volte a limitare o a contrastare dette decisioni

ARTICOLO 50

(Ostacoli agli scambi)

1 In conformità della valutazione annuale della situazione mondiale della gomma naturale di cui all'articolo 47, il Consiglio individua gli ostacoli all'espansione degli scambi di gomma naturale allo stato grezzo, semilavorato o trasformato.

2. Per favorire gli obiettivi del presente articolo, il Consiglio può raccomandare ai membri di definire, nelle adeguate sedi internazionali, disposizioni pratiche e reciprocamente accettabili intese ad attenuare progressivamente detti ostacoli e, quando possibile, ad eliminarli completamente. Il Consiglio esamina periodicamente i risultati di dette raccomandazioni.

ARTICOLO 51

(Trasporto e strutture di mercato nel settore della gomma naturale)

Il Consiglio dovrebbe incoraggiare e facilitare la promozione di tariffe di trasporto ragionevoli e eque, nonché il miglioramento del sistema dei trasporti, al fine di assicurare forniture regolari ai mercati e un risparmio sul costo dei prodotti commercializzati.

ARTICOLO 52

(Provvedimenti differenziali e riparatori)

I membri in via di sviluppo importatori ed i paesi membri meno sviluppati, i cui interessi vengano pregiudicati dalle disposizioni prese a norma del presente accordo, possono chiedere al Consiglio di attuare adeguati provvedimenti differenziali e riparatori. Il Consiglio prende in considerazione la possibilità di adottare detti provvedimenti in conformità dei paragrafi 3 e 4 della sezione III della risoluzione 93 (IV) della Conferenza delle Nazioni Unite per il commercio e lo sviluppo.

ARTICOLO 53

(Esenzione dagli obblighi)

1 Qualora sia necessario, in caso di circostanze eccezionali, di emergenza o di forza maggiore non esplicitamente considerate nel presente accordo, il Consiglio con voto speciale può esentare un membro da un obbligo disposto dal presente accordo, se accetta la spiegazione del membro stesso sulle ragioni che gli impediscono di soddisfare detto obbligo.

2. Qualora conceda un'esenzione ad un membro a norma del paragrafo 1 del presente articolo, il Consiglio deve stabilirne chiaramente i termini, le condizioni ed il periodo di applicazione, oltre a fornire le ragioni per cui l'esenzione viene concessa.

ARTICOLO 54

(Norme di lavoro eque)

I membri dichiarano di impegnarsi a mantenere le norme di lavoro intese a migliorare il tenore di vita dei lavoratori nei rispettivi settori della gomma naturale

CAPITOLO XIV - RICORSI E CONTROVERSIE

ARTICOLO 55

(Ricorsi)

1. Qualsiasi ricorso sul mancato adempimento agli obblighi stabiliti dal presente accordo da parte di un membro, su richiesta del membro autore del ricorso, deve essere presentato al Consiglio che, previa consultazione dei membri interessati, prende una decisione in proposito

2. Qualsiasi decisione da parte del Consiglio che attesti la violazione degli obblighi stabiliti dal presente accordo da parte di un membro deve specificare il carattere della violazione.

3. Qualora, in seguito ad un ricorso o con altra procedura, il Consiglio concluda che un membro ha commesso un'infrazione al presente accordo, esso può prendere le seguenti disposizioni, con voto speciale, lasciando impregiudicati gli altri provvedimenti appositamente disposti in altri articoli del presente accordo:

a) sospendere i diritti di voto di detto membro in sede di Consiglio e, se lo ritiene necessario, sospendere gli altri diritti di detto membro, compresi quelli di occupare una carica in sede di Consiglio o nei comitati creati a norma dell'articolo 19 e di far parte di tali comitati finché non abbia adempiuto ai propri obblighi; oppure

b) agire in conformità dell'articolo 65, se la violazione pregiudica seriamente il funzionamento del presente accordo

ARTICOLO 56

(Controversie)

1. Qualsiasi controversia sull'interpretazione o sull'applicazione del presente accordo che non venga composta dai membri interessati, su richiesta di un membro parte della controversia, deve essere deferita al Consiglio che decide in merito.

2. Qualora una controversia sia deferita al Consiglio a norma del paragrafo 1 del presente articolo, la maggioranza dei membri, con almeno un terzo del totale dei voti, può domandare al Consiglio, previa discussione e prima di comunicare la propria decisione, di chiedere il parere di una commissione consultiva costituita a norma del paragrafo 3 del presente articolo sulle questioni oggetto di controversia.

3. *a*) Salvo decisione contraria del Consiglio, approvata con voto speciale, la commissione consultiva è composta di cinque persone, secondo i seguenti criteri:

i) due persone, di cui un esperto di problemi analoghi a quelli oggetto di controversia ed un esperto qualificato in campo giuridico, nominate dai membri esportatori;

ii) due persone nominate dai membri importatori in base agli stessi criteri;

iii) un presidente scelto all'unanimità dalle quattro persone nominate ai sensi dei punti i) e ii) oppure, in mancanza di un accordo, dal presidente del Consiglio.

b) I cittadini dei membri e dei paesi terzi possono partecipare alla commissione consultiva

c) I membri della commissione consultiva devono agire a titolo personale e senza ricevere istruzioni da alcun governo.

d) Le spese della commissione consultiva sono a carico dell'Organizzazione

4 Il parere della commissione consultiva, con i relativi motivi, viene sottoposto al Consiglio che, dopo aver considerato tutte le informazioni pertinenti, decide la controversia con voto speciale.

CAPITOLO XV - DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 57

(*Firma*)

Dal 2 gennaio al 30 giugno 1980 compreso il presente accordo sarà aperto, presso la sede delle Nazioni Unite, alla firma dei governi invitati alla Conferenza delle Nazioni Unite sulla gomma' naturale, 1978.

Articolo 58

(*Depositario*)

Il Segretario Generale delle Nazioni Unite viene designato depositario del presente accordo.

Articolo 59

(*Ratifica accettazione e approvazione*)

1 Il presente accordo è sottoposto alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione dei governi firmatari in conformità delle rispettivi procedure costituzionali o istituzionali

2 Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione devono essere depositati presso il depositario non oltre il 30 settembre 1980 Tuttavia il Consiglio può concedere una proroga ai governi firmatari che non siano in grado di depositare i propri strumenti entro tale data

3. Al momento del deposito di uno strumento di ratifica, accettazione o approvazione ciascun governo si qualifica come membro esportatore o importatore.

Articolo 60

(*Notifica di applicazione provvisoria*)

1. Il governo firmatario che intende ratificare, accettare o approvare il presente accordo, oppure un governo per il quale il Consiglio ha stabilito le condizioni per l'adesione ma che non sia ancora in grado di depositare il proprio strumento, può informare il depositario, in qualsiasi momento, della propria intenzione di applicare integralmente il presente accordo a titolo provvisorio, al momento dell'entrata in vigore di quest'ultimo in conformità del l'articolo 61, oppure, se già è in vigore, ad una data determinata.

2 In deroga al paragrafo 1 del presente articolo, un governo può dichiarare nella notifica di applicazione provvisoria l'intenzione di applicare il presente accordo unicamente nei limiti delle proprie procedure costituzionali e/o legislative. Tuttavia detto governo deve adempiere tutti gli obblighi finanziari relativi al bilancio amministrativo. L'appartenenza provvisoria di un governo, in seguito a detta notifica, non deve superare i diciotto mesi dall'entrata in vigore provvisoria del presente accordo. In caso di necessità di fondi per il bilancio della scorta stabilizzatrice entro il periodo di diciotto mesi, il Consiglio deciderà sullo *status* di un governo membro a titolo provvisorio a norma del presente paragrafo.

Articolo 61

(*Entrata in vigore*)

1 Il presente accordo entra in vigore definitivamente il 1° ottobre 1980 o in qualsiasi data successiva, se entro quel termine i governi che rappresentano almeno l'80 per cento delle esportazioni nette, secondo le disposizioni dell'allegato A del presente accordo,

ed i governi che rappresentano almeno 180 per cento delle importazioni nette, secondo le disposizioni di cui all'allegato **B** del presente accordo, hanno depositato i propri strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, o hanno assunto integralmente gli impegni finanziari relativi al presente accordo.

2. Il presente accordo entra in vigore a titolo provvisorio il 1° ottobre 1980, oppure in qualsiasi data entro i due anni successivi, se entro detto termine i governi che rappresentano almeno il 65 per cento delle esportazioni nette, secondo le disposizioni di cui all'allegato A del presente accordo, ed i governi che rappresentano almeno il 65 per cento delle importazioni nette, secondo le disposizioni di cui all'allegato B del presente accordo, hanno depositato i propri strumenti di ratifica, accettazione o approvazione, oppure hanno informato il depositario, in conformità dell'articolo 60, della propria intenzione di applicare il presente accordo a titolo provvisorio. L'accordo rimane in vigore provvisoriamente sino ad un massimo di diciotto mesi, a meno che non entri in vigore definitivamente a norma del paragrafo 1 del presente articolo, o che il Consiglio non decida altrimenti in conformità del paragrafo 4 del presente articolo.

3. Se, a norma del paragrafo 2, il presente accordo non entra in vigore provvisoriamente entro due anni dal 1° ottobre 1980, il Segretario Generale delle Nazioni Unite, entro un termine quanto più possibile ravvicinato dopo quella data, invita i governi che hanno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, oppure che gli hanno notificato l'intenzione di applicare il presente accordo a titolo provvisorio, nonché tutti gli altri partecipanti alla Conferenza delle Nazioni Unite sulla gomma naturale, 1978, a riunirsi allo scopo di raccomandare eventualmente ai governi in grado di prendere le necessarie misure di agire in conseguenza per mettere tra loro in vigore il presente accordo, integralmente o parzialmente, a titolo provvisorio o definitivo. Se durante questa riunione non si raggiunga alcuna conclusione, il Segretario Generale, se lo ritiene opportuno, può convocare ulteriori riunioni.

4 Se, entro diciotto mesi civili dall'entrata in vigore provvisoria dell'accordo a norma del paragrafo 2, non sono riunite le condizioni per l'entrata in vigore definitiva del presente accordo a norma del paragrafo 1, il Segretario Generale delle Nazioni Unite, entro il termine più ravvicinato possibile, e comunque prima della fine del suddetto periodo di diciotto mesi, convoca i governi che hanno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, oppure che gli hanno notificato l'intenzione di applicare il presente accordo a titolo provvisorio, nonché tutti gli altri partecipanti alla Conferenza delle Nazioni Unite sulla gomma naturale, 1978, al fine di esaminare il futuro del presente accordo. Tenuto conto delle raccomandazioni formulate nella riunione convocata dal Segretario Generale delle Nazioni Unite, il Consiglio si riunisce per decidere sul futuro del presente accordo. In particolare, il Consiglio decide con voto speciale sulle seguenti possibilità:

a) mettere definitivamente in vigore il presente accordo tra i membri esistenti, integralmente o parzialmente;

b) mantenere l'accordo provvisoriamente in vigore tra i membri esistenti, integralmente o parzialmente per un altro anno; oppure

c) negoziare nuovamente l'accordo

Se il Consiglio non raggiunge alcuna decisione, il presente accordo scade alla fine del periodo di diciotto mesi

5 Se un governo deposita i propri strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione dopo l'entrata in vigore del presente accordo, quest'ultimo entra in vigore alla data del deposito

6 Il Segretario Generale delle Nazioni Unite convoca la prima sessione del Consiglio al più presto dopo l'entrata in vigore del presente accordo

ARTICOLO 62

(*Adesione*)

1 I governi di tutti gli Stati possono aderire al presente accordo, alle condizioni fissate dal Consiglio, comprendenti un limite di tempo per il deposito degli strumenti d'adesione. Tuttavia il Consiglio può concedere una proroga ai governi che non siano in grado di depositare i propri strumenti di adesione entro il termine stabilito nelle condizioni di adesione.

2 L'adesione si effettua con il deposito di uno strumento di adesione presso il depositario.

ARTICOLO 63

(*Emendamenti*)

1. Il Consiglio, con voto speciale, può raccomandare ai membri emendamenti al presente accordo

2. Il Consiglio stabilisce una data entro la quale i membri notificano al depositario la rispettiva accettazione dell'emendamento

3 Un emendamento entra in vigore novanta giorni dopo che il depositario ha ricevuto la notifica di accettazione da parte di almeno due terzi dei membri esportatori che dispongono come minimo dell'85 per cento dei voti del gruppo corrispondente, e da parte di almeno due terzi dei membri importatori che dispongono come minimo dell'85 per cento dei voti del gruppo corrispondente.

4. Dopo che il depositario ha informato il Consiglio che sono state soddisfatte le condizioni relative all'entrata in vigore dell'emendamento, e in deroga alle disposizioni di cui al paragrafo 2 del presente articolo relative alla data stabilita dal Consiglio, un membro può ancora notificare al depositario la propria accettazione dell'emendamento, a condizione che detta notifica avvenga prima dell'entrata in vigore dell'emendamento stesso.

5. Un membro che non abbia notificato l'accettazione di un emendamento alla data dell'entrata in vigore dell'emendamento stesso, cessa di essere parte contraente a decorrere da tale data, a meno che esso non abbia dimostrato al Consiglio l'impossibilità di comunicare la propria accettazione in tempo a causa di difficoltà emerse nell'espletamento delle procedure costituzionali o istituzionali, e sempre che il Consiglio decida di prorogare per detto membro il termine per l'accettazione dell'emendamento. L'emendamento non sarà vincolante per il suddetto membro prima della notifica della relativa accettazione.

6. Se alla data stabilita dal Consiglio in conformità del paragrafo 2 del presente articolo non sono soddisfatte le condizioni relative all'entrata in vigore dell'emendamento, quest'ultimo deve considerarsi ritirato

Articolo 64

(*Recesso*)

1 Un membro può recedere dal presente accordo in qualsiasi momento dopo l'entrata in vigore dell'accordo stesso, informandone il depositario. Simultaneamente il membro comunica la propria iniziativa al Consiglio

2 Un anno dopo la ricezione della notifica da parte del depositario il membro cessa di essere parte contraente del presente accordo

Articolo 65

(*Esclusione*)

Se il Consiglio ritiene che un membro abbia commesso un'infrazione agli obblighi derivanti dal presente accordo e che tale inadempienza pregiudichi notevolmente il funzionamento del presente accordo, può con voto speciale escludere detto membro dall'accordo. Il Consiglio ne informa immediatamente il depositario. Un anno dopo la data della decisione del Consiglio, il membro cessa di essere parte contraente del presente accordo.

Articolo 66

(*Liquidazione dei conti in caso di recesso o di esclusione, oppure qualora un membro non sia in grado di accettare un emendamento*).

1 In conformità del presente articolo, il Consiglio procede alla liquidazione dei conti di un membro che cessa di essere parte contraente del presente accordo a causa dei seguenti motivi

a) non accettazione di un emendamento al presente accordo in conformità dell'articolo 63;

b) recesso dal presente accordo in virtù dell'articolo 64; oppure

c) esclusione dal presente accordo in conformità dell'articolo 65

2. Il Consiglio trattiene le somme pagate al bilancio amministrativo da un membro che cessa di essere parte contraente del presente accordo

3 Il Consiglio rimborsa la quota del bilancio della scorta stabilizzatrice, in conformità dell'articolo 41, ad un membro che cessa di essere parte contraente a causa della mancata accettazione di un emendamento del presente accordo, oppure a causa di recesso o di esclusione, al netto della quota di eventuali eccedenze.

a) Il rimborso ad un membro che cessa di essere parte contraente, perché non può accettare un emendamento al presente accordo, deve essere effettuato un anno dopo l'entrata in vigore dell'emendamento in questione.

b) Il rimborso ad un membro che recede dall'accordo deve essere effettuato entro sessanta giorni a decorrere dalla data in cui il membro cessa di essere parte contraente, a meno che, in seguito al recesso, il Consiglio decida di porre fine al presente accordo, a norma del paragrafo 6 dell'articolo 67, prima del rimborso ed in questo caso si applicano le disposizioni di cui all'articolo 41 e al paragrafo 7 dell'articolo 67.

c) Il rimborso ad un membro in caso di esclusione deve essere effettuato sessanta giorni dopo che il membro cessa di essere parte contraente del presente accordo.

4. Qualora il bilancio della scorta stabilizzatrice non consenta di effettuare il pagamento in contanti dovuto a norma delle lettere *a*), *b*) o *c*) del paragrafo 3 del presente articolo, senza pregiudicare la solvibilità del bilancio della scorta stabilizzatrice o provocare una richiesta di contributi supplementari da parte dei membri per coprire detti rimborsi, i pagamenti vengono rinviati fino al momento in cui il quantitativo necessario di gomma naturale della scorta stabilizzatrice può essere venduto ad un prezzo pari o superiore al prezzo d'intervento massimo. Qualora, prima della fine del periodo di un anno di cui all'articolo 64, il Consiglio informi il membro che recede che il pagamento deve essere differito in conformità del presente paragrafo, il periodo di un anno tra la notifica

dell'intenzione di recedere ed il recesso effettivo su richiesta del membro interessato, può essere prorogato fino al momento in cui il Consiglio informa detto membro che il pagamento della quota può essere effettuato entro sessanta giorni

5 Un membro che ha ricevuto un adeguato rimborso a norma del presente articolo non ha diritto ad alcuna quota del ricavo della liquidazione dell'Organizzazione. Ad esso non può neppure venire imputata alcuna quota dell'eventuale disavanzo dell'Organizzazione dopo il pagamento del rimborso.

ARTICOLO 67

(*Durata, proroga e risoluzione*)

1 Il presente accordo rimane in vigore per un periodo di cinque anni a decorrere dall'entrata in vigore, a meno che non venga prorogato in virtù dei paragrafi 2, 3 e 4 del presente articolo, oppure risolto a norma dei paragrafi 5 o 6 del medesimo.

2. Prima della scadenza del periodo di cinque anni di cui al paragrafo 1 del presente articolo, il Consiglio, con voto speciale, può decidere di prorogare il presente accordo per un periodo non superiore a due anni e/o di rinegoziarlo. Il Consiglio notifica al depositario tali decisioni.

3. Qualora, prima della scadenza del periodo di cinque anni di cui al paragrafo 1 del presente articolo, i negoziati su un nuovo accordo destinato a sostituire il presente accordo non siano ancora conclusi, il Consiglio, con voto speciale, può prorogare il presente accordo per un periodo non superiore a due anni. Il Consiglio notifica al depositario tale proroga.

4. Se, prima della scadenza del periodo di cinque anni di cui al paragrafo 1 del presente accordo, un nuovo accordo in sostituzione del presente accordo è stato negoziato, ma ancora non è entrato in vigore a titolo definitivo o provvisorio, il Consiglio, con voto speciale, può prorogare il presente accordo sino all'entrata in vigore provvisoria o definitiva del nuovo accordo, a condizione che detta proroga non superi i due anni. Il Consiglio notifica al depositario tale proroga

5 Se un nuovo accordo internazionale sulla gomma naturale viene negoziato ed entra in vigore durante il periodo di proroga del presente accordo in virtù dei paragrafi 2, 3 o 4 di questo articolo, il presente accordo, qualora sia prorogato, scade al momento dell'entrata in vigore del nuovo accordo

6 In qualsiasi momento, con voto speciale, il Consiglio può decidere di risolvere il presente accordo da decorrere da una data da esso stabilita Il Consiglio notifica al depositario tale decisione.

7. Nonostante la risoluzione dell'accordo, il Consiglio continua ad esistere per un periodo non superiore ai tre anni per procedere alla liquidazione dell'Organizzazione, ivi compresa la liquidazione dei conti e la cessione dell'attivo, in conformità del disposto dell'articolo 41, fatte salve le pertinenti decisioni prese con voto speciale, e durante tale periodo ha i poteri e le funzioni che possono rivelarsi necessari a tal fine.

ARTICOLO 68

(*Riserve*)

Nessuna delle disposizioni del presente accordo può costituire oggetto di riserve

ARTICOLO 69

(*Testi dell'accordo facenti fede*)

I testi del presente accordo redatti in cinese, francese, inglese, russo e spagnolo fanno tutti ugualmente fede.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a questo effetto dal rispettivo governo, hanno firmato il presente accordo alle date che figurano a fronte della loro firma.

Fatto a Ginevra, il sei di ottobre millenovecentosettantanove

(*Seguono le firme*)

ALLEGATO A

QUOTE DEI SINGOLI PAESI ESPORTATORI NELLE ESPORTAZIONI GLOBALI NETTE DEI PAESI PARTECIPANTI ALLA CONFERENZA DELLE NAZIONI UNITE SULLA GOMMA NATURALE, FISSATE AI SENSI DELL'ARTICOLO 61

	% (a)
Bolivia	0,081
Camerun	0,514
India	0,199
Indonesia	25,387
Liberia	2,551
Malaysia	48,218
Nigeria	1,313
Papua Nuova Guinea	0,150
Filippine	0,018
Singapore	4,406
Sri Lanka	4,367
Tailandia	12,004
Zaire	0,792
Totale	100,000

(a) Le quote sono considerate in percentuale rispetto alle esportazioni globali nette di gomma naturale nel quinquennio 1974-1978.

ALLEGATO B

QUOTE DEI SINGOLI PAESI IMPORTATORI E GRUPPI DI PAESI NELLE IMPORTAZIONI GLOBALI NETTE DEI PAESI PARTECIPANTI ALLA CONFERENZA DELLE NAZIONI UNITE SULLA GOMMA NATURALE, FISSATE AI SENSI DELL'ARTICOLO 61

	% (a)
Algeria	0,081
Australia	1,467
Austria	0,683
Brasile	1,836
Bulgaria	0,394
Canada	2,934
Cina	7,707
Cecoslovacchia	1,810
Ecuador	0,050
Egitto	0,097
Comunità economica europea	23,283
Belgio/Lussemburgo	0,772
Danimarca	0,171
Francia	5,428
Repubblica federale di Germania	6,435
Irlanda	0,273
Italia	4,150
Paesi Bassi	0,733
Regno Unito	5,321
Iraq	0,051
Finlandia	0,226
Repubblica democratica tedesca	1,258
Ghana	0,141

Segue ALLEGATO B

	% (a)
Guatemala	0,070
Ungheria	0,534
Giappone	10,780
Madagascar	0,000
Malta	0,000
Messico	1,325
Marocco	0,150
Nuova Zelanda	0,291
Norvegia	0,094
Panama	0,000
Perù	0,225
Polonia	1,980
Repubblica di Corea	3,189
Romania	1,529
Somalia	0,000
Spagna	3,178
Svezia	0,439
Svizzera	0,122
Repubblica araba di Siria	0,014
Tunisia	0,008
Turchia	0,758
Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche	7,148
Stati Uniti	24,756
Uruguay	0,117
Venezuela	0,306
Iugoslavia	0,969
Totale	100,000

(a) Le quote sono considerate in percentuale rispetto alle importazioni nette globali di gomma naturale nel triennio 1976-1978.

ALLEGATO C

COSTO DELLA SCORTA STABILIZZATRICE SECONDO LE VALUTAZIONI EFFETTUATE DAL PRESIDENTE DELLA CONFERENZA DELLE NAZIONI UNITE SULLA GOMMA NATURALE, 1978

In circostanze normali, il costo relativo all'acquisto e alla gestione della scorta stabilizzatrice di 550 000 tonnellate può essere calcolato moltiplicando questa cifra per il prezzo di azione limite minimo di 168 centesimi malesi/di Singapore per chilogrammo e aggiungendo un ulteriore 10 per cento del prezzo stesso.

ERNESTO LUPO, *direttore*
VINCENZO MARINELLI, *vice direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*
FRANCESCO NOCITA, *vice redattore*

(3651062/6) Roma, 1982 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.